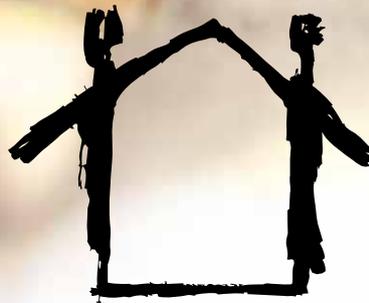


RAPPORT ANNUEL **2009**



**HUMAN RIGHTS HOUSE
NETWORK**

TABLE DES MATIÈRES

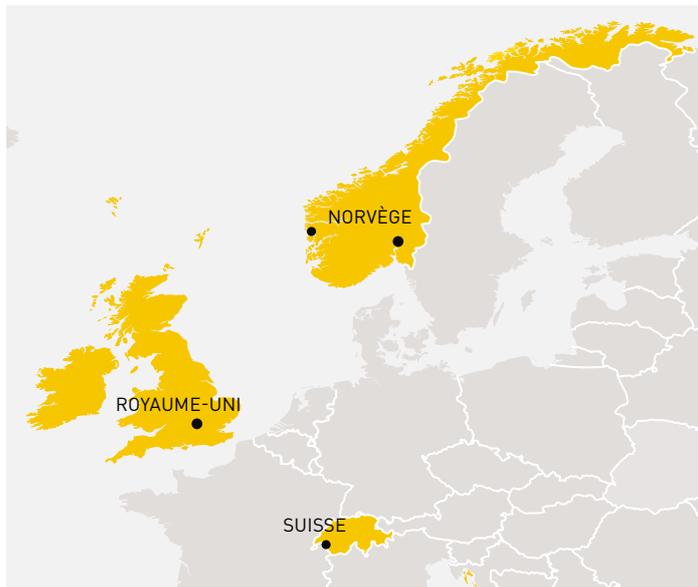
3	À propos du HRHN
4	Introduction
5	Temps forts en 2009
Mise en réseau et renforcement des compétences	
8	Rencontre annuelle du Réseau
8	20e anniversaire de la HRH d'Oslo
9	Forum mondial sur la liberté d'expression
9	Observatory of Media Freedom
10	South Caucasus Network of Human Rights Defenders
11	'International Law in Advocacy'
Lobbying and plaidoyer	
12	Lobbying et plaidoyer 2009
Renforcement institutionnel	
14	Azerbaïdjan
16	Biélorussie
18	Bosnie-Herzégovine

20	Croatie
21	Géorgie
22	Norvège – Bergen
24	Norvège – Oslo
26	Pologne
28	Fédération de Russie
30	Royaume-Uni
32	Autres engagements
34	Situation financière
35	Conseils et équipe
36	Donateurs et bienfaiteurs
37	Lettre de soutien de Nora Sveaass
38	Structure

PHOTO DE COUVERTURE: Une jeune défenseure allumant une bougie lors de la Journée internationale de soutien aux victimes de la torture le 26 juin 2006. La manifestation organisée par le Centre for Human Rights de Géorgie et le Centre for Psychosocial and Medical Rehabilitation of Torture Victims de Géorgie a eu lieu à Vere Park, Tbilissi, Géorgie. CRÉDITS PHOTO: Zurab Kurtsikidze

PRÉSENCE DU HRHN

EUROPE DE L'OUEST



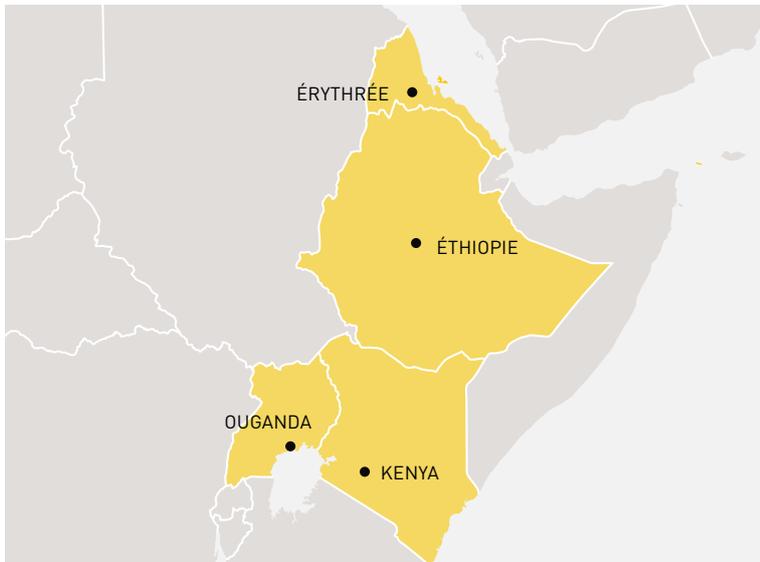
BALKANS DE L'OUEST



EUROPE DE L'EST ET CAUCASE



AFRIQUE DE L'EST ET CORNE DE L'AFRIQUE





MANDAT

Le Human Rights House Network a pour **mandat** de protéger, de renforcer et de soutenir les organisations locales de défense des droits humains et de les fédérer dans un réseau international de Maisons des droits humains. Les **quatre objectifs stratégiques** du HRHN sont :

1. de renforcer les défenseurs des droits humains et leur travail ;
2. de faciliter la mise en place d'institutions viables ;
3. de générer un soutien politique pour les défenseurs des droits humains et les ONG ;
4. de promouvoir et protéger les droits à la liberté d'assemblée, d'association et d'expression, ainsi que le droit d'être une ou un défenseur des droits humains.

Le Human Rights House Network (HRHN) est un réseau international de Maisons des droits humains (Human Rights Houses, HRH). Chaque HRH comprend entre 3 et 10 organisations locales de défense des droits humains. Le HRHN a été créé en 1994. En 2009, le réseau compte des membres en Azerbaïdjan, en Biélorussie, en Bosnie-Herzégovine, en Croatie, en Éthiopie, en Géorgie, en Norvège, en Pologne, au Royaume Uni et en Russie. On trouve également des partenaires en Arménie, au Kenya, en Ouganda, en République de Macédoine, en Ukraine et dans la diaspora érythréenne. Au total, ces HRH représentent plus de 70 organisations locales de défense des droits humains dans 15 pays.

PRÉSENTATION DU HUMAN RIGHTS HOUSE NETWORK

Programmes

Pour atteindre ces quatre objectifs stratégiques, le HRHN s'appuie sur quatre programmes :

1. Mise en réseau et renforcement des compétences

Des organisations de défense des droits humains indépendantes se réunissent dans un espace de travail commun, une Maison des droits humains (Human Rights House), physique ou virtuelle, et s'unissent aux autres Maisons du réseau international Human Rights House Network. Le HRHN est un réseau bottom-up ; en fonction des besoins et des intérêts locaux, le niveau d'engagement des organisations varie de la participation à des programmes collectifs nationaux ou régionaux au simple partage d'informations et d'expériences pratiques avec les autres organisations.

Voir pages 8 à 10

2. Renforcement institutionnel

Chaque Human Rights House est indépendante et gérée localement ; les organisations membres sont égales et indépendantes. Notre but est d'assurer une institution collective viable au niveau local. Voir pages 14 à 33

3. Lobbying et plaidoyer

Afin d'obtenir un appui politique en faveur des droits humains, les défenseurs des droits humains et les ONG s'alertent mutuellement lorsque leur protection est compromise. Le HRHN utilise le site Internet commun, www.humanrightshouse.org, lance des campagnes et alerte les opinions des différents acteurs et parties impliquées. Le réseau

se concentre sur la défense et la promotion de :

- la liberté d'expression
- la liberté d'association
- la liberté d'assemblée
- le droit d'être une ou un défenseur des droits humains.

Voir pages 12 à 13

4. Collecte de fonds

Le HRHN collecte des fonds pour l'établissement des HRH locales, pour le développement d'activités communes et de projets nationaux et régionaux au sein du réseau. Voir page 34

Secrétariat

Le secrétariat du réseau est la Human Rights House Foundation (HRHF), basée à Oslo et à Genève. La HRHF travaille en étroite collaboration avec les HRH locales sur des projets collectifs et possède donc des compétences et des connaissances uniques sur la situation des droits humains dans de nombreux pays membres, ainsi que sur les défis auxquels les défenseurs des droits humains doivent faire face dans leur travail quotidien.

Fin 2008, la HRHF a ouvert un bureau à Genève dans le but d'assister les membres du HRHN dans leurs efforts de lobbying. Voir p. 35

Membres du HRHN

Les nouvelles demandes d'adhésion sont prises en compte deux fois par an par le Conseil international consultatif. Pour plus d'information, visitez le site www.humanrightshouse.org.



Maria Dahle

Directrice exécutive de la Human Rights House Foundation

L'une des plus grandes craintes des violateurs des droits humains est le témoignage de personnes locales, qui disent tout simplement ce qu'elles ont vu.

Lorsque des vétérans de la défense des droits humains en Russie regardent en arrière, ils résument la situation ainsi : « À l'époque soviétique, on nous arrêta et nous déportait dans des endroits isolés. Aujourd'hui, on nous tue. » Cela se passe en Fédération de Russie en 2009. La tendance à une répression accrue et à des méthodes de plus en plus violentes est alarmante et répandue. Les rapports des membres du Human Rights House Network sont inquiétants et indiquent que leurs pays participent déjà à cette tendance.

Les autorités sont moins ouvertes aux voix critiques et elles utilisent des moyens plus durs pour étouffer la liberté d'expression. De nouvelles lois et règles bureaucratiques permettent aux autorités de contrôler plus facilement les activités des ONG et d'utiliser le système judiciaire pour faire



Rohan Jayasekera est rédacteur adjoint à Index on Censorship et membre du Conseil international consultatif du HRHN. Les organisations Index on Censorship, Article 19 et English PEN représentent la Human Rights House de Londres.

Deux rendez-vous dans mon agenda 2009 m'ont particulièrement inspiré et stimulé. En septembre, j'ai eu la chance de me rendre en Géorgie, l'un de mes pays préférés, pour la réunion annuelle du Conseil international consultatif du Human Rights House Network.

J'ai eu encore plus de chance de pouvoir rencontrer l'extraordinaire équipe des défenseurs des droits humains à l'origine de la nouvelle Human Rights House de Tbilissi. La nouvelle Maison est le résultat de l'ambition commune du Human Rights Centre de Tbilissi, de l'ONG géorgienne de défense des droits Article 42, du groupe régional de monitoring des droits CAUCASIA, du Georgian Centre for Rehabilitation of Torture Victims et le groupe de défense des droits des femmes Safari.

Ces organisations brillantes et courageuses utilisent les outils de communication à tous les niveaux pour diffuser leur message, de la presse à Internet, en passant par la communication de masse et les contacts personnels. Le droit de base à l'information, à la liberté d'expression, est le garant de tous les autres droits. Ce n'est que lorsque les individus sont informés de leurs droits qu'ils peuvent agir pour demander ce qui leur est dû. Ce n'est que par la communication libre qu'ils peuvent s'organiser pour agir avec efficacité.

Le second événement a vu des membres du HRHN

fermer des structures indépendantes de défense des droits humains.

Un climat plus difficile pour les défenseurs des droits humains nécessite la mise en place de mécanismes de protection et de soutien plus ciblés, variés et sophistiqués. Plus de défenseurs des droits humains ont besoin d'avoir accès à des refuges locaux et régionaux, ainsi qu'à des visas de courte durée flexibles dans des États dans lesquels ils peuvent être en sécurité. La parenté des défenseurs des droits humains faisant l'objet de menaces doit être incluse dans ces programmes de protection. La fourniture de soins médicaux et d'assurance est également nécessaire pour celles et ceux qui risquent d'être exclus des systèmes de sécurité sociale en raison de leurs activités de défense des droits humains.

Ensemble, les organisations de défense des droits humains sont plus fortes. Le développement de stratégies communes, de réseaux de coopération et de communication ainsi que des mécanismes de réaction rapides entre les défenseurs des droits humains et les journalistes doivent être renforcés. Pour devenir plus efficaces, les membres du HRHN recommandent aux organisations de défense des droits humains de partager et d'unir leurs efforts et de définir leurs stratégies en commun. Ainsi, les voix locales indépendantes seront le point de convergence du travail que nous amenons sur les scènes régionale et internationale.

s'unir à l'un des plus importants réseaux d'expression libre au monde, en participant en juin au Forum mondial sur la liberté d'expression, à Oslo, en Norvège.

En ce qui me concerne, l'attrait des deux événements repose sur leur engagement pour le networking et la mise en place d'initiatives communes, au niveau local, régional et international. Ce n'était donc pas une surprise de découvrir que le lien entre les deux événements était le HRHN lui-même.

Sous de nombreux aspects, le HRHN est un modèle remarquable pour la défense des droits humains de la prochaine décennie.

Le HRHN se développe de manière organique et selon une approche bottom-up. Il est guidé par les besoins et les attentes locales ; l'engagement de ses membres varie de la participation à des actions collectives nationales ou régionales, au simple échange d'informations et de savoir-faire.

En utilisant les moyens d'Internet et au rythme des réseaux sociaux en ligne, de l'Iran à la Birmanie, en passant par le Zimbabwe et la Chine, c'est ainsi que le changement s'amorce.

Et alors que de nombreux bailleurs de fonds et d'organisations internationales pour la liberté d'expression s'évertuent à donner un sens au modèle de collaboration en ligne, cette méthodologie est déjà inscrite dans l'ADN du HRHN.

L'année 2010, et en fait toute la prochaine décennie, seront déterminantes pour le HRHN ; Index on Censorship et moi-même sommes heureux de continuer à y jouer un rôle.

JANVIER :

TRANSCAUCASIE : Le South Caucasus Network of Human Rights Defenders (South Caucasus Network of Human Rights Defenders) a été formé avec la sélection de 30 ONG d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie. Le processus de sélection a été mené par le Human Rights Centre de Géorgie, coordinateur du réseau, et la HRHF, partenaire international.



ÉTATS-UNIS : Le Comité des ONG du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), qui traite la demande de statut consultatif de la HRHF depuis 2006, a reporté une nouvelle fois la prise en compte de notre demande.

RUSSIE/NORVÈGE : Amnesty International, le Helsinki Committee de Norvège et la HRHF ont tenu une cérémonie commémorative devant l'ambassade de Russie en mémoire de l'avocat Stanislav Markelov et de la journaliste Anastasia Baburova, qui ont été tués à Moscou le 19 janvier. Dans leurs appels, des défenseurs des droits humains et des personnalités politiques norvégiennes ont demandé à la Russie d'assumer ses responsabilités et de mener une véritable enquête sur ces meurtres.



FÉVRIER :

AZERBAÏDJAN/GENÈVE : L'Azerbaïdjan a été évalué par le Groupe de travail de l'Examen périodique universel (EPU) du Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève. Le Human Rights Centre d'Azerbaïdjan, partenaire de la HRH de Bakou qui a soumis un rapport, a rencontré plusieurs délégations nationales afin de les informer sur la situation des droits humains en Azerbaïdjan et a participé à l'EPU.

GENÈVE : Des représentants du HRHN de Géorgie, d'Arménie, de Bosnie-Herzégovine, du Kenya, d'Éthiopie et de Norvège ont participé à la conférence HURIDOCs à Genève, consacrée à l'Examen périodique universel et à la Cour pénale internationale.

MARS :

BIÉLORUSSIE : Après 5 ans d'attente, les autorités biélorusses ont accordé l'autorisation à l'Assemblée des associations pro-démocratiques de tenir leur VI^e Congrès à Minsk. Le Congrès a attiré 330 participantes et participants, dont plus de 30 invités étrangers. Le Helsinki Committee de Norvège et la HRHF faisaient partie des participants étrangers.

AVRIL :

AZERBAÏDJAN : La Human Rights House de Bakou a été officiellement inaugurée. Plus de 50 invités ont participé à la cérémonie, y compris l'ambassadeur de Norvège en Azerbaïdjan, M. Jon Ramberg (à gauche sur la photo) et la coordinatrice Shahla Ismailova (au centre), l'ambassadeur du Royaume Uni en Azerbaïdjan, de hauts représentants de l'Ambassade des États-Unis, les dirigeants d'organisations nationales et internationales de défense des droits humains en Azerbaïdjan, ainsi que le Président de la HRH biélorusse exilée à Vilnius.



AZERBAÏDJAN : Des experts du Service international des droits humains (SIDH) et les organisations azerbaïdjanaises partenaires ont organisé une session de formation sur les mécanismes internationaux des droits humains pour 22 activistes de 6 régions.

TEMPS FORTS EN

2009

L'un des plus grands avantages d'appartenir à un réseau international est la possibilité d'étendre la coopération au-delà des frontières d'un pays et d'amplifier les voix des organisations et des défenseurs des droits humains. Les pages suivantes mettent en lumière les activités fondamentales organisées et mises en œuvre conjointement par plusieurs membres du Human Rights House Network.

OUGANDA : Le East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project a organisé une conférence pour les défenseurs des droits humains de toute l'Afrique à Kampala. La HRHF a participé à l'évènement avec ses partenaires africains et a discuté de son futur rôle dans la région.

MAI :

TRANSCAUCASIE : Des membres du South Caucasus Network of Human Rights Defenders se sont réunis en Géorgie pour une session de formation sur la sécurité, menée par un expert de l'Assemblée des associations pro-démocratiques de Biélorussie. La session a été organisée par le Human Rights Centre de Géorgie en coopération avec la HRHF.

EUROPE DE L'EST/RÉPUBLIQUE TCHÈQUE : Des organisations partenaires de Biélorussie, d'Azerbaïdjan et la HRHF ont participé activement à la conférence « Partenariat Oriental : Forum pour la Société Civile », dédiée à l'engagement de la société civile dans les pays d'Europe de l'Est. Elles ont fait des présentations, conduit des interventions et soumis des recommandations pour le Sommet du Partenariat Oriental.

BIÉLORUSSIE/RÉPUBLIQUE TCHÈQUE : La HRHF a participé à la rencontre Belarusian International Implementers Meeting (BIIM) à Prague, qui a attiré les représentants de 31 ONG et bailleurs de fonds de Belgique, de République tchèque, du Danemark, d'Allemagne, de Hongrie, de Lituanie, de Norvège, de Pologne, de Slovaquie, des États-Unis, de Suède ainsi que de la Commission européenne. La BIIM a servi de plateforme pour discuter de problèmes communs, analyser les changements de la situation en Biélorussie et générer de nouvelles idées pour mettre en place une stratégie de développement.

KENYA : La Kenyan Human Rights Commission a organisé le premier atelier de la société civile sur l'Examen périodique universel à Nairobi. Le séminaire a attiré des organisations de défense des droits humains de tout le Kenya. La HRHF y a participé en tant que membre d'une équipe internationale d'experts.

JUIN :

NORVÈGE : 58 participantes et participants provenant de 20 pays différents se sont réunis à Oslo pour la rencontre annuelle du HRHN. La plupart des participants ont également pris part au Forum mondial pour la liberté d'expression, une initiative menée en partenariat par l'International Freedom of Expression eXchange (IFEX), le club PEN de Norvège et la Fondation Fritt Ord pour la liberté d'expression, qui a eu lieu la même semaine.

EUROPE DE L'EST/NORVÈGE : Zoya Svetova, journaliste russe et correspondante pour le magazine caucasien DOSH, et le quotidien azerbaïdjanais Azadliq ont reçu respectivement le prix « Presse libre de Russie » 2009 et le prix « Presse libre d'Europe de l'Est » 2009 délivrés par la Fondation Fritt Ord d'Oslo pour la liberté d'expression et la Fondation ZEIT d'Hambourg. Les nominations ont été présentées par le club PEN norvégien, le Helsinki Committee de Norvège et la HRHF.



BIÉLORUSSIE/LITUANIE : Les préparatifs pour le lancement du projet du HRHN « Education aux droits humains en ligne pour les avocats » ont débuté par une réunion régionale du comité de direction, d'experts et de coordinateurs de Géorgie, d'Azerbaïdjan, de Biélorussie, de Russie et de Pologne. La réunion s'est tenue à la HRH biélorusse exilée à Vilnius.

JUILLET :

TRANSCAUCASIE : Le South Caucasus Network of Human Rights Defenders a tenu sa première réunion régionale en Géorgie pour identifier les principaux problèmes de droits humains en Arménie, en Géorgie et en Azerbaïdjan. Par solidarité avec leurs collègues russes, les participantes et participants à la réunion ont organisé une manifestation devant l'Ambassade de Russie à Tbilissi, en réponse à l'assassinat brutal et choquant de la défenseuse russe des droits humains, Natalia Estemirova.

AZERBAÏDJAN/GENÈVE : Neuf ONG azerbaïdjanaises du South Caucasus Network, ainsi que le Centre pour les Droits Civils et Politiques (CCPR Centre) et la HRHF ont remis un rapport de « Réponses à la liste de questions », au Comité des droits de l'homme des Nations Unies. Le rapport soulève certains des problèmes de droits humains les plus pressants en Azerbaïdjan. Il insiste sur les violations de la liberté d'expression, d'assemblée, le droit à un procès équitable et les violences domestiques. La HRHF a organisé une réunion de compte rendu pour les membres du Comité en partenariat avec l'IRFS, Article 19 et le Norwegian Refugee Council, avec le soutien du CCPR Centre.

ÉTHIOPIE : Dans le cadre d'une étude sur la faisabilité d'une collaboration avec la communauté indépendante de défense des droits humains en Éthiopie, la HRHF a rencontré les principales organisations de défense des droits humains et des représentants de bailleurs de fonds et de la diplomatie à Addis Abeba. Suite à ces rencontres, un chercheur de l'Institut Michelsen (Norvège) a préparé une évaluation indépendante sur la possibilité d'une telle collaboration.

KENYA/SOMALIE : En coopération avec la Fédération Internationale des Journalistes, le National Union of Somali Journalists a organisé une conférence à Nairobi. La culture d'impunité et la sécurité des journalistes en Somalie étaient les sujets principaux. Plus de 60 journalistes et dirigeants des médias somaliens y ont participé. La HRHF a participé à la conférence en tant qu'intervenant.



AOÛT :

TRANSCAUCASIE : Des formateurs de la Helsinki Foundation for Human Rights de Pologne et un expert de l'organisation britannique Article 19 ont mené une formation sur le monitoring des droits à l'attention de 25 défenseurs des droits humains d'Arménie, de Géorgie et d'Azerbaïdjan. Le séminaire a été organisé par le Human Rights Centre de Géorgie en coopération avec la HRHF.

CROATIE : Les travaux de rénovation de l'immeuble de la Human Rights House de Zagreb, loué par la Ville de Zagreb à des conditions avantageuses, ont commencé. La rénovation est soutenue par le Ministère norvégien des affaires étrangères, par des entreprises locales et par la Ville de Zagreb.

POLOGNE/GENÈVE : La Helsinki Foundation for Human Rights de Pologne a contribué à l'examen de la Pologne au Comité sur l'élimination de la discrimination raciale.

SEPTEMBRE :

BIÉLORUSSIE/LITUANIE : Les participantes et participants à l'évènement « Bring International Standards Home » se sont réunis pour un séminaire de suivi à la HRH biélorusse exilée à Vilnius. D'anciens participants ont présenté les projets mis en œuvre en 2009, tels que la publication d'un magazine sur la justice, une campagne pour les droits des personnes handicapées à Salihorsk et du matériel pour l'éducation aux droits humains en ligne.

UKRAINE : La Helsinki Union d'Ukraine a organisé une table ronde avec 25 défenseurs des droits humains pour le Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe. Les coordinateurs du South Caucasus Network of Human Rights Defenders et d'autres partenaires du HRHN faisaient partie des participants.

GÉORGIE : La réunion du Conseil international consultatif du HRHN a eu lieu à Tbilissi. Le Conseil a adopté le nouveau plan d'action 2010-2012, la stratégie de lobbying international, le code de conduite et a passé en revue les nouvelles demandes d'adhésion.

GÉORGIE : Des membres du HRHN de Russie, d'Ouganda, de Grande-Bretagne, de Norvège et de Bosnie Herzégovine, ainsi que des représentants du Secrétariat du réseau, ont organisé des rencontres avec le « groupe noyau » de la HRH de Tbilissi, l'Ombudsman et différentes ambassades étrangères. La HRH de Géorgie a été acceptée en tant que membre officiel du réseau par le Conseil international consultatif du HRHN.

AZERBAÏDJAN : Des organisations azerbaïdjanaises partenaires ont rencontré le président du Conseil de fondation de la HRHF et le responsable du Bureau de Genève à la HRH de Bakou. Les organisations ont discuté de la stratégie de lobbying des Nations Unies et du prochain examen par le Comité contre la torture.

OCTOBRE :

CAUCASE/POLOGNE : L'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'homme (OBS/FIDH) et la HRHF ont organisé un événement indépendant axé sur la situation des défenseurs des droits humains dans le Caucase, à l'occasion de la conférence 2009 sur la Dimension humaine de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)/Bureau pour les institutions démocratiques et les droits de l'homme (BIDDH) à Varsovie. Des partenaires de Géorgie, d'Azerbaïdjan, de Biélorussie, du Daghestan, de Tchétchénie, d'Ukraine et de Russie ont exprimé leurs préoccupations et ont appelé le BIDDH et l'OSCE à travailler avec les ONG indépendantes de la région.

RUSSIE/GENÈVE : Le Research Centre for Human Rights de



Russie a soumis son rapport de « Réponses à la liste de questions » au Comité des droits de l'homme des Nations Unies, soulignant les problèmes de droits humains les plus graves dans le pays. Avant l'examen par le Comité, la FIDH, Article 19, le Centre pour les Droits Civils et Politiques (CCPR Centre) et la HRHF ont organisé un compte rendu collectif avec 11 ONG russes pour les membres du Comité.

BIÉLORUSSIE/LITUANIE : La HRH biélorusse exilée à Vilnius a organisé sa réunion semestrielle du Conseil d'administration et des donateurs. Les participants ont obtenu une mise à jour, ont présenté la situation en Biélorussie et ont eu l'opportunité de discuter des activités futures de la HRH biélorusse.

NOVEMBRE :

AZERBAÏDJAN/NORVÈGE : La journaliste et défenseuse des droits humains Malahat Nasibova de la République autonome du Nakhitchevan, en Azerbaïdjan, a reçu le Prix Rafto pour les droits de l'homme 2009. La lauréate a visité le Ministère des affaires étrangères et le Parlement norvégiens. Elle a demandé aux autorités norvégiennes de soulever la question de la situation en Azerbaïdjan à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

BIÉLORUSSIE/LITUANIE : La HRH biélorusse exilée à Vilnius a organisé un séminaire sur le journalisme et les droits humains pour des journalistes et des défenseurs biélorusses. Des formateurs provenant de Norvège, de Pologne, de Biélorussie et de Lituanie ont partagé leurs expériences lors de cet événement organisé par le Helsinki Committee de Norvège et la HRHF.

ÉRYTHRÉE/GENÈVE : Suite à la remise d'un rapport collectif, une délégation de quatre éminents défenseurs érythréens des droits humains, issus de différentes diasporas, ont participé à l'Examen périodique universel de l'Érythrée au Conseil des droits de l'homme à Genève. La HRHF est à l'origine du rapport et a facilité le travail de lobbying à Genève.

HRHN : La version russe du site Internet de la HRH de Moscou est à présent disponible sur www.humanrightshouse.org.

CROATIE/GENÈVE : La Croatie a été examinée par le Comité des droits de l'homme de l'ONU. Documenta, un membre de la HRH de Zagreb, a publié un rapport et, en coopération avec Amnesty International et le Human Rights Centre de Croatie, avec le soutien du Centre pour les droits civils et politiques (CCPR Centre), a participé au compte rendu pour les membres du Comité.

AZERBAÏDJAN/GENÈVE : Cinq organisations azerbaïdjanaises du South Caucasus Network ont soumis un rapport collectif de « Réponses à la liste de questions », qui a été présenté par l'Institute for Reporters' Freedom and Safety et la HRHF à Genève lors de la rencontre entre les ONG et le Comité contre la torture de l'ONU qui a examiné l'Azerbaïdjan.

DÉCEMBRE :

NORVÈGE : La HRH d'Oslo a célébré son 20e anniversaire.

CROATIE : La HRH de Zagreb a été officiellement inaugurée.



NORVÈGE/GENÈVE :

Le NGO Forum norvégien, dont fait partie la HRH d'Oslo, a défendu des points fondamentaux du rapport du Forum sur la situation des droits humains en Norvège à l'occasion de l'Examen périodique universel à Genève.

ÉTHIOPIE/GENÈVE : Une délégation de défenseurs éthiopiens des droits humains a participé à l'Examen périodique universel de l'Éthiopie, qui s'est tenu à Genève. La HRHF a fourni à d'importantes organisations éthiopiennes de défense des droits humains des conseils pour la rédaction de leur rapport collectif et a facilité leur travail de lobbying international.



RENCONTRE ANNUELLE DU RESEAU

La rencontre annuelle et la conférence internationale annuelle du Human Rights House Network était consacrée cette année à la situation des défenseurs des droits humains depuis la création du HRHN en 1994. La rencontre annuelle est la plus haute instance de décision du réseau, qui prend les décisions relatives au développement du réseau et à l'admission de nouveaux membres.

La rencontre annuelle 2009 a eu lieu à Oslo, les 1er et 2 juin 2009. Comment améliorer la coopération internationale, comment travailler dans des régions en conflit et protéger les défenseurs des droits humains en danger et comment renforcer le lobbying aux niveaux local et international, furent les sujets de travail des déléguées et délégués des Maisons.



58 personnes de 20 pays ont participé à la rencontre annuelle. Parmi elles, des représentants des neuf Maisons établies et des cinq Maisons émergentes ainsi que plusieurs observateurs.



Des membres du HRHN ont réalisé sept présentations sur les réalisations et les défis de l'année écoulée.



Prof. Paul Opoku-Mensah a présenté ses recommandations pour la stratégie du HRHN en Afrique.

Prof. Jan E. Helgesen, Président de la Commission de Venise, a présenté le travail de la Commission de Venise et répondu aux questions des participantes et participants.



Les participantes et participants ont établi et conduit douze groupes de discussion et proposé sept projets de suivi.

Rencontres du HRHN précédentes :

2009 Norvège - Oslo

2008 Bosnie Herzégovine - Sarajevo

2007 Kenya - Nairobi

2006 Croatie - Zagreb

2005 Azerbaïdjan - Bakou

2004 Norvège - Oslo

2003 Norvège - Bergen

2002 Russie - Moscou

2001 Pologne - Varsovie

1999 Bosnie Herzégovine - Sarajevo

1998 Norvège - Oslo

20e ANNIVERSAIRE DE LA HRH D'OSLO

Fin mai 2009, la Human Rights House d'Oslo a déménagé dans de nouveaux locaux. La HRH d'Oslo a décidé de saisir l'occasion de la présence d'autant de membres du Réseau à Oslo en juin et les a invités à une inauguration informelle et au 20e anniversaire de la Maison. Plus de 100 personnes se sont réunies à la HRH d'Oslo le 2 juin 2009. La Maison a été inaugurée par Lars A. Christensen, président de la HRHF, et par Chungdak Koren, leader du Tibet Committee norvégien. Plus de 20 participantes et participants étrangers du programme éducatif du Helsinki Committee de Norvège se sont également joints à la fête.





FORUM MONDIAL SUR LA LIBERTE D'EXPRESSION

Chaque année, le HRHN organise une conférence internationale dédiée aux droits humains et à la situation des défenseurs des droits humains dans différentes régions du monde. Cependant, en 2009 le HRHN a décidé de se joindre à un événement international : le Forum mondial sur la liberté d'expression (GFFE), organisé conjointement par International Freedom of Expression eXchange (IFEX), le club PEN de Norvège et la Fondation Fritt Ord pour la liberté d'expression. Le HRHN est devenu un partenaire stratégique du Forum.

Le Forum s'est tenu sur 6 jours, avec la participation de plus de 500 personnes provenant de 230 organisations et de 103 pays. 29 ateliers de formation, 28 séminaires, y compris 4 rencontres de réseau sur la liberté d'expression, 3 remises de prix, 3 cours magistraux, 3 films, 3 performances et 2 expositions ont animé cet événement.

Le HRHN a conduit des panels de discussion sur l'Examen périodique universel (EPU), nouveau mécanisme des



Nations Unies, ainsi que sur la situation difficile des défenseurs des droits humains en Europe de l'Est et dans le Caucase. Plus de 130 personnes ont participé à ces panels. De plus, Niels Jacob Harbitz, responsable régional de la HRHF, et Florian Irminger, responsable du Bureau genevois de la HRHF, ont dirigé 4 ateliers sur différents aspects de l'EPU.



PROJETS COMMUNS



Facts versus Opinions

L'Observatory of Media Freedom in Poland (observatoire de la liberté de la presse en Pologne) a été lancé en novembre 2008 par la Helsinki Foundation for Human Rights en Pologne, qui est membre de la Human Rights House de Varsovie. Il s'agit d'un programme de deux ans mis en place par trois membres du HRHN : la Helsinki Foundation for Human Rights, la Human Rights House Foundation et Article 19.

L'Observatory of Media Freedom in Poland a été créé dans le but d'affronter les problèmes de liberté d'expression dans le pays. Le programme a pour but de :

- augmenter la protection de la liberté des media ;
- susciter un débat sur les problèmes de liberté d'expression ;
- fédérer la communauté journalistique, encourager l'autoréglementation, augmenter la fiabilité du journalisme, influencer des changements législatifs ;
- sensibiliser les étudiants aux questions de liberté de la presse.

CONTACT: Dominika Bychawska,
Responsable de Programme,
Helsinki Foundation for Human Rights, Pologne
d.bychawska@hfhropol.waw.pl

www.observatorium.org



Un an après la mise en place du projet, certains résultats ont déjà été atteints. L'Observatoire a :

- organisé 7 séminaires et débats ouverts au public ;
- planifié et organisé 4 cours magistraux en coopération avec l'Université de Varsovie ;
- publié 10 bulletins d'information ;
- travaillé sur 13 dossiers en cours auprès de tribunaux nationaux et de la CEDH ;
- présenté le projet à plus de 50 représentants du Human Rights House Network lors de la rencontre annuelle de juin 2009 ;
- contribué en tant que consultant et partenaire d'un nouveau projet, l'Observatory of Media Freedom en Transcaucasie, qui s'attachera à transférer les bonnes pratiques de Pologne, vers la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Le projet est financé par le mécanisme financier de l'EEE.



CONTACT: Ana Natsvlishvili,
Centre des Droits de l'Homme, Géorgie
ana@hrhdc.org
www.caucasusnetwork.org



Le South Caucasus Network of Human Rights Defenders (réseau de défenseurs des droits humains en Transcaucasie) a été mis en place avec l'appui de la Commission européenne et du Ministère norvégien des affaires étrangères, visant à faciliter la création d'un environnement plus sûr et productif pour les défenseurs des droits humains d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie, en renforçant la coopération et la solidarité entre eux. La HRHF est le partenaire international du réseau.



THE SOUTH CAUCASUS NETWORK OF HUMAN RIGHTS DEFENDERS

Le Réseau a pour but de renforcer le mouvement de défense des droits humains aux niveaux local et régional et de donner aux activistes locaux une plus grande visibilité internationale.

La sélection des organisations a été assurée par la HRHF, en coopération avec le coordinateur de projet, le Human Rights Centre de Géorgie, et les coordinateurs nationaux : l'Institute for Reporters' Freedom and Safety (IRFS) et l'Association Helsinki d'Arménie. L'agence de presse russe MEMO.ru a participé à la campagne de sensibilisation en tant que conseiller.

Le Réseau a :

- fourni un soutien à 5 journalistes et activistes des droits humains d'Azerbaïdjan et de Géorgie, y compris l'évacuation rapide et l'hébergement dans un refuge protégé à un poète satirique azerbaïdjanais en Géorgie et à un journaliste géorgien dans la HRH biélorusse exilée à Vilnius ;
- conduit une analyse des menaces et des défis majeurs auxquels les militants doivent faire face dans la région ;
- surveillé le procès d'un observateur des élections arménien, Arshaluis Hakobyan, et de deux bloggeurs azerbaïdjanais, Emin Milli et Adnan Hajizade ;
- soulevé des préoccupations par rapport au travail des activistes des droits humains dans la région par l'intermédiaire de déclarations collectives et par des interventions à des rencontres internationales et régionales ;
- organisé deux rencontres régionales et trois sessions de formation sur le networking, sur la sécurité des organisations et des individus, sur les outils existants pour le travail régional et international de défense des droits humains, ainsi que sur le monitoring et la documentation des violations des droits humains ;

- coopéré avec des experts du HRHN, de l'organisation Article 19, de la Helsinki Foundation for Human Rights polonaise et de l'Assemblée biélorusse, ainsi qu'avec des experts de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), du Bureau pour les institutions démocratiques et les droits de l'homme de l'OSCE (BIDDR) et du Centre pour les droits civils et politiques (CCPR Centre).

Membres du réseau :

- Arménie:** Armenian Helsinki Association
Helsinki Citizen Assembly, Vanadzor Office
Socioscope
Democracy Today
Armenian Helsinki Assembly, Yerevan
Jurists against Torture
Public Information and Need of Knowledge (PINK)
Women's Resource Center Armenia
Wives of Armenia's Political Prisoners
Asparez, Journalist Club, Gyumri region
- Azerbaïdjan:** Institute for Reporters' Freedom and Safety
Human Rights Center
International Student Cooperation
Public Association for Assistance for Free Economy
Association for the Protection of Women's Rights (after D. Aliyeva)
Democracy and HR Resource Centre Public Union (Sungait)
Legal Education Society
Society for Humanitarian Research
Institute for Peace and Democracy
Media Rights Institute
- Géorgie:** Human Rights Center (HRIDC)
Center for the Protection of Constitutional Rights
Anti-violence Network of Georgia (AVNG)
Former Political Prisoners for Human Rights
Article 42 of the Constitution
Multinational Georgia
Inclusive Foundation
Georgian Center for Psychosocial and Medical Rehabilitation of Torture Victims
Studio Reporter
Caucasian Center for Conflict and Human Rights CAUCASIA



CONTACT: Liudmila Ulyashyna,
Responsable « International Law in Advocacy »,
Human Rights House Foundation, Norvège
liudmila@humanrightshouse.org
www.humanrightshouse.org



- en Biélorussie, tous les participants continuent d'utiliser le portail juridique <http://prava-by.info>, créé par l'un des participants ;
- des participants ont mené une campagne de solidarité pour soutenir le défenseur des droits humains Viciebsk Leanid Svetsik et ont condamné la persécution des défenseurs des droits humains par les autorités biélorusses ;
- d'anciens élèves ont contribué au rapport soumis par la CIJ pour l'Examen périodique universel de la Biélorussie.



'International Law in Advocacy' est un programme du HRHN consacré à l'éducation aux droits humains pour avocats et défenseurs des droits humains. Le programme a été initié par plusieurs membres du HRHN avec pour objectif de leur enseigner la protection internationale des droits humains, de faciliter la mise en place de normes internationales des droits humains dans les pratiques nationales et de fournir une meilleure protection aux défenseurs et aux victimes de violations des droits fondamentaux.

'INTERNATIONAL LAW IN ADVOCACY'

Deux projets ont été mis en place dans le cadre de ce programme:

1. « Bring International Standards Home » – la mise en œuvre effective des obligations internationales par la République de Biélorussie dans le domaine des droits et des libertés civils
2. Éducation aux droits humains en ligne pour les avocats

« Bring International Standards Home »

Ce projet vise les défenseurs des droits humains et les avocats biélorusses et consiste à enseigner aux participantes et participants comment appliquer le droit international et constitutionnel relatif aux droits humains dans la pratique. Le projet a été lancé en 2006 et est encore actif à ce jour.

Des séminaires, des exercices individuels sur la protection constitutionnelle ainsi que des projets de communication individuelle au Comité des droits de l'homme de l'ONU, ont permis aux participantes et participants de renforcer leurs compétences en préparation à de vrais procès.

Points forts de 2009:

- 5 séminaires sur la liberté d'expression, d'assemblée et d'association ainsi que sur le droit à un procès équitable ont été organisés à Chernihiv (Ukraine) et à la HRH biélorusse exilée à Vilnius (Lituanie) ;
- plusieurs avocats et activistes des droits humains ont participé à un voyage d'étude au Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève, en mars 2009 ;
- en septembre 2009, 16 anciens élèves ont participé au séminaire de suivi et se sont entretenus avec des experts internationaux, comprenant des avocats de la Commission internationale de juristes (CIJ) ;

Éducation aux droits humains en ligne pour les avocats

L'objectif principal du projet est de fournir un enseignement systématique en ligne sur les droits humains à l'attention des avocats et de leur permettre d'appliquer les normes internationales des droits humains dans leurs affaires quotidiennes au niveau national. Le projet a pour but de :

- promouvoir une meilleure compréhension des droits humains par les avocats ;
- améliorer l'accès à l'information relative aux droits humains par l'intermédiaire de canaux de communication électroniques ;
- améliorer la qualité des procès en utilisant une approche basée sur le respect des droits humains ;
- améliorer la qualité des informations fournies aux organismes internationaux ;
- contribuer à la consolidation d'initiatives communes entre des avocats et des défenseurs des droits humains.

Le projet a été lancé en 2007 par le HRHN et, grâce au soutien financier du Nordic Council of Ministers, du Ministère norvégien des affaires étrangères et de la Fondation Marshall, il est aujourd'hui mis en œuvre dans sa phase pilote en Azerbaïdjan, en Biélorussie, en Géorgie et en Russie.

Points forts de 2009:

- une équipe d'experts, de coordinateurs et de responsables régionaux et internationaux a été mise en place ;
- une e-bibliothèque, un programme éducatif sur les droits humains pour les avocats ainsi qu'une plateforme virtuelle sur les droits humains ont été créés ;
- une réunion de travail et un séminaire ont été organisés au mois de juin pour des coordinateurs, des responsables et des experts nationaux sur l'apprentissage en ligne et la communication ;
- un appel à candidatures a été lancé au mois de novembre dans les quatre pays pour la participation au programme éducatif.

Le programme d'apprentissage sera lancé en février 2010.



LOBBYING ET PLAIDOYER 2009

Le HRHN base ses efforts de lobbying sur les appels des partenaires locaux et amène les voix locales et les experts locaux sur les scènes régionale et internationale. Les membres du HRHN sont des organisations professionnelles expertes en droits humains dans leur pays et leur région. Par l'intermédiaire des HRH, elles forment des coalitions et produisent des rapports collectifs et des lettres sur les situations et violations des droits humains.

Le HRHN mobilise un soutien international sous forme de lettres de préoccupation, de rapports, de manifestations, de commémorations, etc. et attire l'attention au niveau international sur les violations commises. Dans les cas où une intervention urgente est requise, on fait appel aux procédures spéciales, aux organes de traités et au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, ainsi qu'au Bureau pour les institutions démocratiques et les droits de l'homme de l'OSCE (BIDDR) et au représentant spécial du Conseil de l'Europe pour les défenseurs des droits humains. Les HRH locales assurent le suivi des dossiers et informent les membres du HRHN des développements et du besoin éventuel de nouvelles actions.

SURVOL DE 2009

- 26 lettres collectives ont été envoyées aux institutions concernées et publiées sur le site www.humanrightshouse.org – 21 sur les problèmes en Europe de l'Est et dans le Caucase, une pour la région des Balkans, trois en Afrique de l'Est et dans la Corne de l'Afrique et une en Iran ;
- 10 rapports de coalition sur l'Azerbaïdjan, la Bosnie Herzégovine, la Croatie, l'Éthiopie, l'Érythrée, la Norvège, la Pologne et la Russie ont été remis au Conseil des droits de l'homme, au Comité des droits de l'homme, au Comité contre la torture et au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale ;
- Contribution à la liste de recommandations des ONG à la réunion inter-comités de traités des Nations Unies ;
- Près de 1'000 articles publiés sur le site www.humanrightshouse.org.

SÉLECTION DE LETTRES :

PAYS : ARMÉNIE

Problème : Détention arbitraire du défenseur des droits humains Arshaluys Hakobyan

Action du HRHN : Lettre aux autorités signée par 23 membres du HRHN

Résultat : La justice a déclaré Arshaluys Hakobyan innocent et l'a acquitté en raison du manque de preuve.



PAYS : AZERBAÏDJAN

Problème : Emprisonnement pour raisons politiques des journalistes et bloggeurs Emin (Milli) Abdullayev et Adnan Hajizade

Action du HRHN : Lettre aux autorités signée par 34 membres du HRHN, manifestation à Bakou, Azerbaïdjan

Résultat : Les bloggeurs continuent de purger leur peine de prison.



PAYS : BIÉLORUSSIE

Problème : Conscription illégitime de jeunes activistes des droits humains au service militaire, notamment Ivan Shyla et Franak Vyachorka

Action du HRHN : Lettre aux autorités et pétition

Résultat : Les deux hommes ont fait appel contre leur conscription forcée, mais leur demande d'appel a été rejetée et ils continuent leur service militaire.



PAYS : BIÉLORUSSIE

Problème : Poursuites criminelles et amende financière contre le défenseur des droits humains Leonid Svetsik

Action du HRHN : Quatre lettres aux autorités en 2009 et une campagne nationale de soutien en Biélorussie par les participantes et participants du projet « Bring International Standards Home » du HRHN.

Résultat : En juillet, la justice a condamné Svetsik à payer une amende de 30 millions de BYR (7'500 Euros) et lui a interdit de quitter le pays avant que l'amende ne soit payée. Par conséquent, Svetsik n'a pas pu participer au séminaire « Bring International Standards Home » pour les activistes biélorusses. Cependant, il a continué son travail de défense des droits humains dans le pays. Grâce à une campagne nationale de solidarité, Svetsik a pu payer l'amende au mois de novembre et son interdiction de voyager a donc été levée.



PAYS : RUSSIE

Problème : Assassinat de l'avocat et défenseur des droits humains Stanislav Markelov et de la journaliste Anastasia Baburova

Action du HRHN : Lettre aux autorités signée par 26 membres du HRHN, cérémonie commémorative à Oslo, en Norvège, et manifestation à Tbilissi, en Géorgie, et interventions dans la presse à Genève

Résultat : Le 5 novembre, 2 membres de l'organisation nationaliste russe, Unité Nationale Russe, ont été interpellés en tant que suspects dans l'affaire des assassinats.



PAYS : RUSSIE

Problème : Assassinat de la journaliste et défenseuse des droits humains Natalia Estemirova

Action du HRHN : Lettre aux autorités signée par 25 membres du HRHN

Résultat : Les enquêteurs prétendent avoir des suspects, mais personne n'a été arrêté jusqu'à présent.





PAYS : OUGANDA

Problème : Détérioration de la liberté d'expression : fermeture de 4 stations de radio, interdiction à l'encontre de 3 présentateurs de radio et de télévision

Action du HRHN : Lettre aux autorités signée par 32 membres du HRHN

Résultat : La situation reste très inquiétante.

RAPPORTS DE COALITIONS :

PAYS : AZERBAÏDJAN

Rapport : Réponses à la liste de questions soumises au Comité des droits de l'homme de l'ONU

Problèmes : Discrimination contre les femmes et violences domestiques, droit à un procès équitable, liberté d'opinion et d'expression, liberté d'association et d'assemblée

Organisations : Partenaires du South Caucasus Network of Human Rights Defenders et de la HRH de Bakou

Résultat : L'Institute for Reporters' Freedom and Safety (IRFS), en coopération avec Article 19 et le Internal Displacement Monitoring Centre (Refugee Council de Norvège), avec l'appui du Centre pour les droits civils et politiques (CCPR Centre), ont organisé une réunion d'information des membres du Comité à Genève. Dans ses observations finales, le Comité a souligné l'importance de la liberté de la presse et a exprimé des préoccupations sur la situation des défenseurs des droits humains.

PAYS : AZERBAÏDJAN

Rapport : Réponses à la liste de questions soumises au Comité contre la torture de l'ONU

Problèmes : Entre autres, violences contre les défenseurs des droits humains, les journalistes et d'autres professionnels des médias.

Organisations : Partenaires du South Caucasus Network of Human Rights Defenders et de la HRH de Bakou

Résultat : L'IRFS organisé une réunion d'information aux membres du Comité à Genève, au nom de la coalition, avec l'appui du CCPR Centre. Le Comité a mentionné ses préoccupations pendant son entretien avec le gouvernement et a conclu, notamment, que l'État devrait mener sans tarder une enquête impartiale sur les allégations de violences contre des journalistes et des défenseurs des droits humains et poursuivre et punir les coupables.

PAYS : BOSNIE HERZÉGOVINE

Rapport : Rapport au Conseil des droits de l'homme pour l'Examen périodique universel

Problèmes : Discrimination, minorités nationales, défenseurs des droits humains, torture, traitement inhumain et dégradant, minorités sexuelles, violence et inégalité des sexes, personnes porteuses de handicap, liberté d'expression, d'association, etc.

Organisations : Coalition de 30 ONG, dont la HRH de Sarajevo

Résultat : La coalition a présenté ses préoccupations à 20 pays. 7 recommandations ont été faites sur les défenseurs des droits humains ; par exemple, la Norvège a demandé de dénoncer avec véhémence les attaques contre les défenseurs des droits humains et de garantir que les autorités de l'État donnent légitimité et reconnaissance aux défenseurs des droits humains en faisant des déclarations publiques de soutien de leur travail.

PAYS : ÉTHIOPIE

Rapport : Rapport au Conseil des droits de l'homme pour l'Examen périodique universel

Problèmes : Droit à la liberté et à la sécurité, liberté d'association, d'assemblée et d'expression, participation politique, droits à un niveau de vie décent, à l'éducation, à la santé, au logement et à la nourriture, droits des groupes marginalisés.

Organisations : Coalition de quatre organisations

Résultat : Cet EPU était le dernier espoir pour la société civile éthiopienne. Les recommandations de certains pays ont reflété les requêtes que les ONG ont présentées dans leur rapport. Par exemple, les États-Unis ont demandé « d'abroger la loi sur l'enregistrement et la réglementation des associations et des organismes caritatifs et promouvoir l'émergence d'une société civile et d'une communauté des droits de l'homme opérant de manière indépendante, transparente et efficace ».

PAYS : ÉRYTHRÉE

Rapport : Rapport au Conseil des droits de l'homme pour l'Examen périodique universel

Problèmes : Non-discrimination et égalité, droit à la vie, liberté et sécurité des personnes ; administration de la justice et état de droit ; liberté de religion et de croyance, d'expression et d'opinion ; droit à la vie privée, au mariage et à la vie familiale, droit au travail et à des conditions de travail décentes, droit à l'éducation, minorités, populations autochtones et migrants, réfugiés et demandeurs d'asile, personnes déplacées.

Organisations : Organisations de la diaspora érythréenne

Résultat : La première « victoire » des ONG a été de voir le gouvernement participer à l'EPU ; quelques jours avant l'EPU, l'Érythrée n'avait pas encore envoyé son rapport au Conseil. La coalition de la diaspora a eu un impact important sur les recommandations, qui ont reflété la situation désastreuse des droits humains en Érythrée.

PAYS : NORVÈGE

Rapport : Rapport au Conseil des droits de l'homme pour l'Examen périodique universel

Problèmes : Non-discrimination et égalité, droit à la vie, liberté et sécurité des personnes, administration de la justice et état de droit, droit à la vie privée, au mariage et à la vie de famille, droit à la sécurité sociale et à des conditions de vie décentes, minorités et populations autochtones, migrants, réfugiés et demandeurs d'asile.

Organisations : Forum associatif norvégien, dont la HRH d'Oslo.

PAYS : RUSSIE

Rapport : Rapport et réponses à la liste de questions soumises au Comité des droits de l'homme de l'ONU

Problèmes : Liberté d'opinion et d'expression, réforme du système pénal, loi fédérale contre les activités extrémistes, abus et assassinats de civils par de militaires en Tchétchénie et d'autres zones du Caucase du Nord, torture et traitements cruels, inhumains et dégradants, entre autres.

Organisations : Membres du Russian Research Center for Human Rights (HRH de Moscou).

Résultat : 15 ONG russes et internationales, y compris des représentants d'Article 19 et du Prison Reform Committee (membre de la HRH de Moscou) ont organisé une réunion d'information du Comité sur de nombreux problèmes. La liberté d'expression, le système pénal et la protection des activistes des droits humains sont parmi les points soulevés par le Comité dans ses observations finales.



CONTACT: Ragsana Mammadova,
Coordinatrice à la HRH de Bakou
baku@humanrightshouse.org
www.humanrightshouse.org/Azerbaijan



Eldar Zeynalov du Human Rights Centre participe à l'Examen périodique universel de l'Azerbaïdjan en février. La HRHF a soutenu son séjour et a organisé des réunions avec des déléguées et délégués d'États. CRÉDIT PHOTO : HRHF GENÈVE

La Human Rights House en Azerbaïdjan a été officiellement inaugurée le 25 avril. Au cours des huit premiers mois, 800 personnes ont visité la Maison. L'intérêt de mener des activités au sein de la HRH de Bakou s'est accentué au cours de l'année en raison de la pression croissante sur les activistes des droits humains.

AZERBAIJAN – HUMAN RIGHTS HOUSE DE BAKU

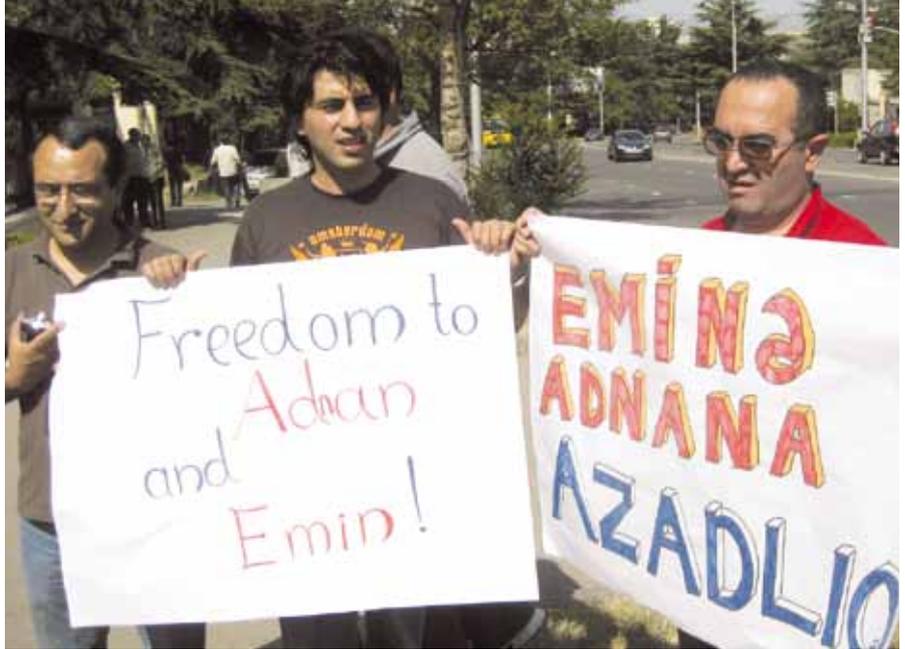
Un point de ralliement pour la défense des droits humains

- Depuis son ouverture au mois d'avril, la Maison a accueilli une série d'événements organisés par différentes ONG locales, y compris une table ronde d'associations de jeunes visant la mobilisation suite au massacre de l'université au mois d'avril, la présentation de films, de livres, de chansons et de poèmes de Mirza Sakit et des conférences de presse. Tous ces événements se sont concentrés sur la pression qui pèse sur les activistes des droits humains ; une attention particulière a été donnée au soutien au deux bloggeurs arrêtés par la police.
- Du 28 au 30 avril, un séminaire sur les mécanismes internationaux de défense des droits humains de différentes régions a été mené par le Service international des droits de l'homme, en coopération avec la HRHF, WARD, la Legal Education Society, le Human Rights Centre et l'association Protection of Women Rights.
- Le South Caucasus Network of Human Rights Defenders (voir p. 10) a préparé des rapports pour les Nations Unies en vue de l'examen par le Comité des droits de l'homme au mois de juillet et du Comité contre la torture au mois de novembre. Un représentant de l'IRFS a assisté aux audiences à Genève, avec l'appui de la HRHF.
- L'avocat des droits humains Integam Ajliyev de la Legal Education Society a participé à la réunion sur la mise en œuvre de la dimension humaine de l'OSCE à Varsovie et aux événements parallèles de la HRHF et de la FIDH/OMCT sur les défenseurs des droits humains dans le Caucase.

Une pression accrue

- Des jeunes, des activistes et des journalistes ont subi des pressions psychologiques par la police au cours des manifestations du mois de mai, des passages à tabac en juillet et des agressions physiques par des hommes en civil au mois d'octobre.
- Le Ministre des Affaires Internes d'Azerbaïdjan a initié une procédure civile contre la défenseure des droits humains **Leila Yunus**, directrice de l'Institute for Peace and Democracy, pour diffamation présumée et pour avoir « porté atteinte à l'honneur et à la dignité » de la police et du Ministre de l'intérieur. Suite à l'attention nationale et internationale portée à l'affaire, les poursuites ont été abandonnées.
- **Integam Aliyev**, président de la Legal Education Society, et **Nurlana Aliyeva** ont été mis en examen le 30 avril par un juge régional pour violation de son honneur et de sa dignité après la publication d'informations sur leur site Internet. Le 15 juillet, la cours a ordonné à Aliyev de s'excuser. La non-exécution d'une ordonnance de la cours est un délit criminel passible de 2 ans de prison.
- En mai, le **Media Rights Institute** a été expulsé de ses bureaux en raison de la forte visibilité de l'organisation dans des cas de liberté d'expression.
- Plusieurs instances de justice ont refusé d'émettre un jugement sur la violation d'assemblée pacifique du 14 juin 2008, au cours de laquelle **Emin Huseynov** a été arbitrairement arrêté par la police.
- Malgré la pression nationale et internationale demandant le transfert immédiat de **Novruzali Mammadov** dans un hôpital civil, le rédacteur en chef du journal

Le South Caucasus Network of Human Rights Defenders manifeste à Tbilissi contre l'arrestation des deux bloggeurs en juillet. De gauche à droite : Avas Hasanov, Emin Huseynov and Rachid Hajili. CRÉDIT PHOTO : HRHF



Des défenseurs des droits humains et des jeunes activistes protestent contre les amendements à la loi des associations en juillet. CRÉDIT PHOTO : IRFS



La journaliste Malahat Nasibova du Nakhitchevan a reçu le Prix Rafto en novembre à Bergen. Après son retour en Azerbaïdjan, elle a fait un compte rendu à des militants des droits humains et des journalistes à la Human Rights House de Bakou. CRÉDIT PHOTO : IRFS



Novella Jafarova et Saida Mamekdetova et d'autres défenseurs des droits humains, des diplomates et des journalistes n'ont pas pu accéder au tribunal. Les défenseurs des droits humains Leila Yunus et Emin Huseynov tentent d'obtenir la permission d'assister au procès d'Emin Milli et Adnan en tant qu'observateurs. CRÉDIT PHOTO : IRFS



Toutes les deux semaines, Avas Hasanov, directeur de la Society for Humanitarian Research, diffuse des films documentaires pour les étudiants et les jeunes à la HRH de Bakou. CRÉDIT PHOTO : HRH DE BAKOU

SITUATION DANGEREUSE POUR LES JOURNALISTES

En novembre, l'Azerbaïdjan a une nouvelle fois atteint le nombre record de journalistes emprisonnés dans la zone OSCE. Deux journalistes ont écopé d'une peine de 3 mois d'emprisonnement et un journaliste de 6 mois avec sursis. En octobre, deux journalistes de médias en ligne ont été condamnés respectivement à 6 mois et un an de travail forcé pour diffamation. En juillet, 2 jeunes blogueurs, Adnan Hajizade et Emin Milli (Abdullayev) ont été arrêtés aux sens de l'article 221.2.1 (hooliganisme) du Code pénal. Les blogueurs ont été arrêtés après avoir été battus dans un restaurant et avoir déclaré l'incident à la police. Le 11 novembre, les blogueurs ont été jugés coupables. IRFS déclare que, bien que les jeunes aient été accusés de « hooliganisme », ils ont en fait été calomniés et arrêtés pour avoir publié sur Internet des informations critiques sur le gouvernement.

Taloshi Sado et directeur du Centre Culturel de Talysh est mort en prison le 17 août.

- En décembre, le journaliste **Ilgar Nasibov** a été passé à tabac en Nakhitchevan après avoir essayé d'organiser un séminaire sur la corruption.

Contrôle du gouvernement sur les ONG

- En juin, le gouvernement a proposé de modifier la loi sur les associations, ce qui limiterait encore davantage le fonctionnement des ONG. Des protestations locales et internationales ont permis d'« adoucir » les amendements, montrant l'efficacité des efforts collectifs de la

société civile. Malheureusement, la loi modifiée permet encore au gouvernement de rassembler des informations sur les ONG sans faire référence à aucune raison particulière exprimée dans cette loi ou d'autres. De plus, cette loi modifiée, ainsi qu'un décret du mois de décembre, ont réduit la capacité des ONG à mener des activités.

- Le dernier exemple démontrant le contrôle croissant du gouvernement sur les ONG en 2009, était la perquisition des bureaux de l'Institute for Reporters' Freedom and Safety (IRFS) le 29 octobre par le Ministère de la justice dans le but de « déterminer si les activités d'IRFS sont conformes à la législation et à la charte de l'organisation ».



COORDINATEUR : Barys Zvozkau, Président de la HRH de Biélorussie
CONTACT: Anna Gerasimova, Directrice de la HRH de Biélorussie
director.belarus@humanrightshouse.org
www.humanrightshouse.org/Belarus

La Human Rights House (HRH) biélorusse se consacre aux principaux défis auxquels doivent faire face les activistes des droits humains en Biélorussie : le droit d'assemblée et la liberté d'expression. Ceci s'effectue par la provision d'un espace de travail et de réunion et des locaux protégés pour les défenseurs des droits humains, les ONG, les journalistes, les étudiants et les enseignants ainsi que pour des rencontres internationales et des événements culturels.

BIÉLORUSSIE – HUMAN RIGHTS HOUSE BIÉLORUSSE EXILÉE À VILNIUS

Activités de 2009

La Maison a fourni une aide organisationnelle et logistique à plus de 60 sessions de formation, séminaires et autres événements organisés dans ses locaux en 2009. Notamment, elle a accueilli et soutenu :

- Les cours d'été des droits humains pour 88 jeunes biélorusses;
- Le projet « Bring International Standards Home » et « Electronic Human Rights Education for Lawyers ». Les deux projets ont pour but de faciliter l'application des normes internationales de droits humains au système judiciaire national, ainsi que d'harmoniser le droit national avec la pratique internationale en matière de droits humains ;
- La projection de films traitant des droits humains et de concerts en solidarité avec les disparitions politiques en Biélorussie ;
- Un bureau d'assistance informel pour les défenseurs biélorusses des droits humains, pour faciliter leur communication avec le Comité des droits de l'homme de l'ONU. Le bureau est né suite à la participation bénévole d'étudiants du premier cycle en droit de l'European Humanities University (EHU).

Activités collectives des organisations

Hormis sa mission d'assister les individus et les organisations qui protègent les droits humains et les libertés démocratiques en Biélorussie, la Maison est aussi activement impliquée dans plusieurs activités cette année.

En coopération avec de nombreuses ONG biélorusses et internationales, la Maison a rejoint la campagne civique STOP 193.1 lancée par l'Assemblée des associations pro-démocratiques biélorusses, dans le but d'abolir l'article 193.1 du Code pénal. Cet article considère comme un crime le fait de prendre part aux activités d'organisations ou d'initiatives non enregistrées, pouvant entraîner jusqu'à deux ans de prison. La Maison est à l'origine

de lettres collectives de préoccupation de la part de membres du HRHN à l'attention du gouvernement biélorusse et d'organisations internationales, appelant à l'abolition de cet article et attirant l'attention sur l'effrayante situation pour toute initiative civique ou de droits humain dans le pays.

La HRH est partenaire d'une série de projets, comme par exemple, le projet « Election Observation : Theory and Practice Project », qui rassemble des jeunes membres de la société civile biélorusse, des étudiants de la EHU ainsi que des étudiants lituaniens et suédois, qui étudient la théorie de l'observation des élections et vont ensuite observer des élections dans des pays européens et postsoviétiques.

Aller de l'avant

La Maison va continuer à offrir les ressources organisationnelles, administratives et logistiques disponibles ainsi que d'autres formes de soutien à ses fondateurs, partenaires et autres ONG, pour permettre à des activités qui ne pourraient pas être mises en œuvre en Biélorussie aujourd'hui de voir le jour. Une attention particulière sera portée aux cours d'été des droits humains, à la formation d'avocats et de défenseurs des droits humains, à des concerts de solidarité et d'autres événements culturels.

En coopération avec des organisations partenaires, la Maison développera le projet « Election Observation : Theory and Practice Project », qui expose de jeunes biélorusses à la culture politique européenne et leur donne une expérience directe avec l'exercice du droit à élire et à être élu librement, une expérience actuellement inexistante en Biélorussie.

En septembre 2010, la HRH biélorusse accueillera la rencontre annuelle du Human Rights House Network et la conférence des défenseurs des droits humains qui rassemblera une centaine d'activistes du réseau HRH, y compris de Biélorussie et d'autres pays de la région.



L'enterrement de Yana Paliakova.
CRÉDIT PHOTO: PHOTO.BYMEDIA.NET



Le défenseur des droits humains Valiantsin Stefanovich de Viasna a été jeté à terre par des milices lors d'un rassemblement de solidarité avec le prisonnier politique Aliaksandr Kazulin. CRÉDIT PHOTO : PHOTO.BYMEDIA.NET



Projet « Election Observation : Theory and Practice Project ». CRÉDIT PHOTO : JUBIC



Des milices empêchent des journalistes de couvrir la répression de l'action pacifique « Solidarity Action » à Minsk, le 16 octobre.
CRÉDIT PHOTO : PHOTO.BYMEDIA.NET



Cours d'été des droits humains pour de jeunes biélorusses, une performance des participantes et participants au Human Rights Theatre.
CRÉDIT PHOTO : HRH BIÉLORUSSE



Poster préparé pour le « Solidarity Day » à la HRH biélorusse pour la projection du film Liberation. CRÉDIT PHOTO : JUBIC



« Unregistered NGO of Santa Clauses » se livrant au bureau du procureur – une action de la campagne STOP 193.1 !, qui met en lumière l'absurdité d'interdire les activités non enregistrées en Biélorussie.
CRÉDIT PHOTO : HTTP://BLNGO.INFO

SITUATION POUR LES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS

En 2009, aucun signe d'amélioration de la situation des défenseurs des droits humains en Biélorussie n'était en vue. Les activistes des droits humains doivent payer des amendes, sont intimidés et physiquement agressés. Leonid Svetsik, un éminent défenseur des droits humains de Viciebsk, qui a essayé de s'opposer à une organisation ouvertement fasciste, l'Unité Nationale Russe, active en Biélorussie, a été grotesquement reconnu coupable d'attiser la haine nationale et condamné à payer une amende équivalente à 7'875 € (l'équivalent de 32 mois de salaire moyen en Biélorussie).

L'organisation de défense des droits humains réputée, Viasna, fermée par les autorités en 2003, s'est plusieurs fois vue refuser le statut officiel pour des raisons douteuses et insensées. Cela expose les activistes de Viasna à des peines allant jusqu'à deux ans d'emprisonnement, depuis que l'article 193.1 du Code pénal biélorusse stipule que toute personne agissant pour le compte d'une ONG non enregistrée, risque d'être puni et emprisonné pour activité criminelle.

En mars, la communauté des droits humains était en état de choc, suite à la mort de l'activiste Yana Paliakova, de Salihorsk. Elle s'est suicidée après une lourde condamnation et la publication de propos calomnieux et humiliants dans un quotidien de l'état.



COORDINATEUR: Srdjan Dizdarevic,
Président du Helsinki Committee de BH
CONTACT: Lejla Mazlic
Sarajevo@humanrightshouse.org
www.humanrightshouse.org/BiH



Action Free Hugs (câlins gratuits) dans les rues de Sarajevo, organisée par le Coordinateur régional pour les Groupes de jeunes des Balkans de l'Ouest.

La Human Rights House de Sarajevo continue d'être un espace ouvert où les représentants d'ONG peuvent se rencontrer et travailler ensemble. En 2009, elle a accueilli des séminaires et des ateliers, des tables rondes, des conférences de presse, des rencontres et des réunions.

BOSNIE-HERZÉGOVINE – HUMAN RIGHTS HOUSE DE SARAJEVO

La HRH de Sarajevo et l'Examen Périodique Universel

La HRH de Sarajevo a mis en œuvre une série d'activités pour le projet *EPU – une occasion de renforcer la société civile et d'améliorer les droits humains en BH*, financé par l'Ambassade de Suisse à Sarajevo et le Ministère norvégien des affaires étrangères, et soutenu par le HRHN.

La Maison a conduit un séminaire régional sur l'EPU pour les pays d'Europe du Sud-est (Croatie, Serbie, Bosnie-Herzégovine et Monténégro) en novembre 2008 et a été depuis activement engagée dans le processus de l'EPU en BH. Début 2009, la HRH de Sarajevo a créé une large coalition informelle d'ONG, pour discuter de questions relatives aux droits humains en Bosnie-Herzégovine et a organisé une série de réunions de consultation avec les autorités du pays.

Le résultat de la consultation nationale et des nombreuses discussions au sein du secteur associatif de BH a été un projet de rapport pour l'EPU, qui a été présenté au cours d'un débat public en juillet 2009. Le débat a ouvert une discussion sur le contenu du rapport et sur les violations des droits humains en BH. Plus de 50 représentants du secteur associatif de BH ont participé au débat, y compris 3 représentants de l'Ombudsman pour les droits humains de BH et un représentant du Ministère des droits de l'homme de BH.

Enfin, le rapport collectif à l'EPU a été remis par plus de

30 ONG de BH et finalisé par le Groupe de rédaction pour l'EPU. Une fois que la procédure de l'EPU sera conclue avec l'adoption du rapport et des recommandations du Conseil des droits de l'homme en février 2010, la coalition informelle d'ONG pour l'EPU suivra leur mise en œuvre jusqu'au prochain cycle d'EPU en 2014, afin de renforcer la société civile et d'améliorer les droits humains en HR.

En 2009, la HRH de Sarajevo a :

- formé une coalition informelle d'ONG pour l'EPU ;
- organisé de nombreuses réunions avec les autorités, le public, les médias et le secteur associatif ;
- organisé une conférence de presse et un débat public sur le projet de rapport pour l'EPU ;
- créé un rapport collectif pour l'EPU de la part de plus de 30 ONG d'HB ;
- publié un EPU en anglais et en bosniaque.

Perspectives pour 2010

- surveiller la situation des droits humains et la mise en œuvre des recommandations de l'EPU qui seront faites à la Bosnie-Herzégovine en février 2010 ;
- continuer à soutenir les organisations membres de la HRH de Sarajevo ;
- participer à des communiqués et des activités collectives du HRHN.



Brochure de l'EPU, publiée par la HRH de Sarajevo.



« Race for the Cure », événement organisé par Renaissance.



Atelier pour l'initiative CURE « Know Your Rights and Herstory, Empower and Activate Yourself! », organisé pour des femmes de Zenica à la HRH de Sarajevo.



Atelier de la Fondation CURE pour des élèves d'écoles primaires, visant à raviver le mouvement féministe en BH.

SITUATION POUR LES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS

En 2009, la situation des défenseurs des droits humains en Bosnie-Herzégovine était alarmante. Des ONG et des activistes qui s'occupent de corruption et d'enquêtes criminelles ont été victimes de persécution et d'agressions. Par exemple, les représentants officiels de Transparency International en BH ont reçu des menaces de la part du Premier Ministre de Republika Srpska, Milorad Dodik, ainsi que des menaces publiques d'autres fonctionnaires du SNSH, le parti dominant dans le territoire.

Des journalistes d'investigation et qui s'occupent d'illégalité en tout genre ont été menacés et même attaqués. Par exemple, Bakir Hadziomerovic, rédacteur en chef du programme « 60 minutes », diffusé par la chaîne de télévision FBiH, et l'un des plus éminents journalistes d'investigation du pays, a reçu plusieurs menaces de mort en rapport avec sa couverture des liens présumés entre des personnalités politiques et le crime organisé. Un autre journaliste et collègue de Hadziomerovic, Avdo Avdic, a également reçu des menaces de mort liées à sa couverture du crime organisé dans le pays. Hadziomerovic et Avdic ont tous deux été placés sous la supervision de la police et essayent de continuer leur travail de journalistes.

Au cours des années précédentes, des tentatives d'assassinats contre des activistes ont été enregistrées. Il est significatif qu'aucun de ces cas n'aie été résolu, ni fait l'objet d'enquêtes sérieuses, malgré le fait que les auteurs aient été reconnus. Le cas de Mladen Mimic, qui a été victime d'une tentative d'assassinat, reste irrésolu. Les proches des activistes des droits humains sont également souvent ciblés, ce qui indique qu'il y a une volonté de créer un climat de peur et d'empêcher toute pensée ou acte critique.

De graves attaques contre des activistes ont été enregistrées, ainsi que des cas de licenciements professionnels contre certains militants. Par exemple, Mirza Huskić, un militant syndicaliste avec la Télévision Fédérale a été licencié après avoir été accusé de « faire des déclarations à d'autres agences de média ».

Il est inquiétant de voir que les attaques contre les défenseurs des droits humains proviennent souvent de personnalités politiques et, plus récemment, de hauts représentants religieux. Les autorités ne font presque rien pour protéger les défenseurs des droits humains. La justice et la police négligent de réagir et de sanctionner les agressions contre ces activistes. De plus, rien n'a été fait par l'état de Bosnie Herzégovine pour leur fournir un environnement sûr.



COORDINATRICE: Sanja Sarnavka,
B.a.b.e.
babe@babe.hr
www.humanrightshouse.org/Croatia



L'ambassadeur de Norvège Terje Hauge, à gauche, et Slobodan Uzelac, Vice-Président de Croatie, au centre, lors de l'inauguration de la HRH de Zagreb.



Manifestation pacifique contre le système d'asile en Croatie. CRÉDIT PHOTO : CMS



Conférence sur le rôle des jeunes dans le processus de construction de la paix. CRÉDIT PHOTO : CMS

La Human Rights House de Zagreb (HRH Zagreb) a été officiellement inaugurée le 10 décembre 2009, lors de la Journée internationale des droits de l'homme. Lors de la cérémonie d'ouverture, il a été souligné que la Maison est là non seulement pour servir les organisations et leurs programmes mais également pour tous les Croates.

CROATIE – HUMAN RIGHTS HOUSE DE ZAGREB

En 2009, le travail de la HRH Zagreb s'est concentré principalement sur la reconstruction du bâtiment donné par la Ville de Zagreb. L'immeuble nécessite des travaux considérables avant que les six membres de la Maison ne puissent s'y installer et commencer leur travail commun et leurs activités de promotion et de protection des droits humains en République de Croatie.

Activités collectives

- En juin 2009, les cinq organisations de la Human Rights House de Zagreb (CMS, B.a.B.e, Documenta, APEO et GOLJP) ont adressé une lettre ouverte au président de la République de Croatie, au premier ministre et au président de l'Assemblée, les pressant de condamner clairement et ouvertement les violations des droits humains en Chine, au cours de la visite du président de la République Populaire de Chine, Hu Jintao, en Croatie.

Examen au Comité des droits de l'homme

- En octobre 2009, le Comité des droits de l'homme ont pris connaissance du second rapport périodique sur la Croatie concernant les mesures prises pour mettre en œuvre les dispositions du Pacte international sur les droits civils et politiques. Le président du Comité des droits de l'homme a indiqué que le dialogue avec la délégation Croate a été positif et productif et que le Comité en tiendra compte dans ses remarques de conclusion. Celles-ci permettront, nous l'espérons, de continuer d'apporter des améliorations à la situation des droits humains en Croatie.

- Le Human Rights Centre de Zagreb** a soumis ses réponses à la liste de questions pour le second rapport périodique sur la Croatie publié par le Gouvernement croate.

Trois nouvelles organisations croates des droits humains, le **Centre for Dealing With the Past (Documenta)**, le **Civic Committee for Human Rights (GOLJP)** et le **Centre for Peace, Non-Violence and Human Rights (Osijek)**, ont remis leurs réponses au rapport, se concentrant sur les procès de crimes de guerre et leurs effets sur le processus d'acceptation du passé. Les trois organisations surveillent ces domaines depuis 2004.

SITUATION POUR LES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS

Fin juin, une conférence internationale sur la situation des médias en Croatie et dans les Balkans de l'Ouest s'est déroulée à Zagreb. Le sujet de la conférence était inspiré par la situation dans un pays où de nombreux journalistes quittent leur emploi ou même leur profession à cause des restrictions qui pèsent sur la liberté d'expression et le manque de professionnalisme dans les médias traditionnels. Les professionnels des médias font état du plus grand nombre de changements de postes en raison des restrictions sur les médias et du niveau insatisfaisant de professionnalisme au sein des deux principales sociétés de média croates : la Télévision Publique Croate (HRT et EPH/WAZ). Les journalistes préfèrent travailler pour des médias moins connus et moins puissants, mais qui subissent moins de restrictions, de pression et de censure.



Le 26 juin le CDH et le CGRT organisent la Journée internationale en soutien aux victimes de la torture en allumant des bougies, en portant des posters contre la torture, en exposant des outils de torture, par une projection publique d'un documentaire et la présentation de livres.

Les membres du Conseil international consultatif du HRHN, avec des représentants du CDH, ont visité les camps de personnes déplacées en périphérie de Gori et ont rencontré des défenseurs des droits humains en danger dans la région.

COORDINATRICE: Ucha Nanuashvili, Directeur
du Human Rights Centre de Géorgie
CONTACT: Nino Gvedashvili,
nino@hrhdc.org
www.humanrightshouse.org/Georgia



La HRH de Tbilissi a été mise en place en 2009 par cinq organisations. Son but est de favoriser le respect des droits humains en Géorgie, de soutenir le travail des défenseurs des droits humains dans le pays et de servir de point de contact pour les organisations de défense des droits humains de Géorgie et de Transcaucasie, servant de point de rendez-vous pour le South Caucasus Network of Human Rights Defenders.

GEORGIE – HUMAN RIGHTS HOUSE DE TBILISSI

Le « groupe noyau » de la nouvelle HRH de Tbilissi est composé du Human Rights Centre de Géorgie (CDH), de l'organisation Article 42 of the Constitution, du Center for Psychosocial and Medical Rehabilitation of Torture Victims géorgien (CGRT), de l'organisation de femmes Safari et du Centre for Human Rights and Conflict Studies (CAUCASIA). Les organisations ont rencontré la HRHF en février et en avril à Tbilissi et au mois de juin à Oslo. En septembre, la HRH de Tbilissi est devenue membre officiel du HRHN et a reçu des fonds du Ministère norvégien des affaires étrangères pour cofinancer la mise en place de la Human Rights House.

En septembre, la réunion du Conseil international consultatif du HRHN s'est tenue à Tbilissi où des représentants de Bosnie-Herzégovine, de Russie, du Royaume-Uni, de Norvège et d'Ouganda ont rencontré le « groupe noyau ».

Activités collectives

Des organisations du « groupe noyau » ont une longue expérience de coopération. Le CDH, le CGRT et CAUCASIA continuent de surveiller les centres de détention en Géorgie et les besoins des personnes déplacées (Internally Displaced Persons, IDP) depuis le conflit de 2008 en Ossétie du Sud. Trois d'entre elles ont documenté des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ayant eu lieu pendant la guerre entre la Géorgie et la Russie.

Le 26 juin, le CDH et le CGRT ont organisé une Journée internationale en soutien aux victimes de la torture : ils ont allumé des bougies, exposé des posters contre la torture, exposé des outils de torture et organisé une projection publique d'un documentaire ainsi qu'une présentation de

livres. Le CDH et Safari, ainsi que le CGRT, envoient souvent de l'aide à leurs bénéficiaires lorsque ceux-ci ont besoin de conseils juridiques ou psychologiques.

Dans le cadre d'un projet sur trois ans sur l'Amélioration des services de réadaptation des survivants de la torture en Géorgie, le CGRT et le CDH ont conduit une session de formation de deux jours dans cinq régions différentes pour des représentants de la police et des procureurs.



Article 42 of the Constitution offre des conseils juridiques dans les provinces de Géorgie

SITUATION DES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS

De janvier à mars 2009, le journaliste et défenseur des droits humains du bureau régional de Gori du CDH a dû s'exiler à la Human Rights House biélorusse à Vilnius, car il avait été menacé par les autorités locales fin 2008. En septembre, la police a fouillé le bureau du CDH et le domicile de son directeur ; elle a questionné des membres du personnel sur les partenaires nationaux et internationaux, les différents projets de l'organisation et d'autres sujets.



COORDINATRICE : Therese Jebsen,
Directrice de la Fondation Rafto
CONTACT : Gunta Venge,
gunta.venge@rafto.no
www.humanrightshouse.org/Bergen



Poster du film **Yodok**
Yokok est un documentaire choquant qui montre les conditions dans les camps de concentration de Corée du Nord. Poster du film. CRÉDIT PHOTO : PIRAYA FILM

La Maison Rafto a été fondée en 1997 et est devenue une connexion vitale pour les activités de défense des droits humains à Bergen. Depuis 2008, la Fondation Rafto fait office de Human Rights House à Bergen.

NORVEGE – LA MAISON RAFTO A BERGEN



Nasibova reçoit le Diplôme Rafto
Malahat Nasibova de la République autonome du Nakhitchevan, Azerbaïdjan, lauréate du Prix Rafto 2009, a reçu son prix au National Venue of Theater de Bergen, en Norvège, le 1er novembre 2009. CRÉDIT PHOTO : LIV-RANDI LIND ET ODDMUND LUNDE



Le Prix Rafto 2009

Le prix Rafto 2009 a été remis à la journaliste et défenseuse des droits humains Malahat Nasibova. Nasibova (40 ans) pour son combat courageux et inébranlable pour une presse libre et indépendante. Risquant sa propre sécurité, elle met à jour des abus de pouvoir, des violations de droits humains et la corruption dans la république autonome isolée du Nakhitchevan, qui fait partie de l'Azerbaïdjan.

Malahat Nasibova est la correspondante pour le bureau d'information indépendante Turan en Azerbaïdjan et pour la Radio Free Europe/Radio Liberty. Elle est la leader de l'organisation de défense des droits humains Democracy and NGO's Development Resource Center en Nakhitchevan.

Nasibova est une voix critique contre les autorités depuis 10 ans et elle a couvert des violations par la police contre de simples citoyens, l'enlèvement de membres de l'opposition et des attaques contre les journalistes. En l'absence d'autres institutions, Nasibova est devenue une sorte de médiatrice vers laquelle la population se tourne pour être entendue.

« J'accepte ce prix de la part de toutes les personnes qui, en Azerbaïdjan et dans le monde entier, se battent pour la démocratie, les droits humains et la liberté d'expression. J'espère que la reconnaissance que je reçois ici, attirera l'attention de la communauté internationale sur les problèmes dans notre région » a déclaré Malahat Nasibova, dans son discours de remerciement.

Sortie du film Yodok Stories

Yodok est un documentaire choquant montrant les conditions de vie dans les camps de concentration de Corée du Nord. La première de Yodok en Norvège, qui a été réalisé par le metteur en scène polonais primé Andrzej Fidyk, a eu lieu le 16 octobre.

Aujourd'hui, plus de 200 000 hommes, femmes et enfants sont enfermés dans les camps de concentration nord-coréens où les prisonniers sont victimes de tortures systématiques, de famine et d'exécutions ; peu d'entre eux survivent à ces atrocités.

Quelques personnes ont réussi à s'échapper de ces camps et à commencer une nouvelle vie en Corée du Sud. Yodok suit un groupe d'entre elles qui décident de se réunir et de faire une comédie musicale extraordinaire et controversée sur leur expérience au camp de concentration de Yodok. Pour les réfugiés, cette initiative permet de parler de leur expérience et inspire d'autres à protester contre l'existence de ces camps.

Plusieurs salles de cinéma en Norvège ont organisé des projections spéciales pour des groupes scolaires. La Fondation Rafto, en coopération avec Piraya Film, a réalisé un guide d'étude sur Yodok pour aider les enseignants à faire un travail de suivi avec leurs élèves après le film. Le guide et d'autres informations importantes pour les enseignants et les élèves sont disponibles (uniquement en norvégien) sur les sites www.rafto.no et www.yodokfilm.com.

Nasibova lors de la procession à la lumière de torches

« Ce prix va m'encourager à continuer mon travail pour la liberté et la démocratie dans mon pays, et j'espère qu'il en encouragera d'autres que moi. Ce prix veut dire que nos efforts ont été reconnus et qu'ils sont soutenus par la communauté mondiale des droits humains, même si parfois nous nous sentons ignorés et déjoués chez nous », a déclaré Nasibova dans son discours de remerciement. Procession à la lumière de torches après la cérémonie de remise des prix à Bergen, le 1er novembre 2009. Malahat Nasibova (au centre), devant à droite : Ilgar Nasibov, son mari. De gauche à droite : la Présidente du Comité du Prix Rafto 2009, Arne Liljedahl Lynngård. Derrière, à droite : le Maire de Bergen, Gunnar Bakke. CRÉDIT PHOTO : LIV-RANDI LIND ET ODDMUND LUNDE



LE DISCOURS DE NASIBOVA AU CONGRÈS RAFTO

« En tant que journalistes et activistes des droits humains, nous rapportons les crimes, la corruption et les abus de droits humains, nous demandons la prise de responsabilité et nous exigeons la justice », a déclaré Malahat Nasibova dans son discours de remerciement au congrès Rafto intitulé « Les voix courageuses de l'Azerbaïdjan : le rôle du journalisme critique dans un pays producteur de pétrole », au Radisson Blu Royal Hôtel, Bryggen à Bergen, le 30 octobre 2009. CRÉDIT PHOTO : GUNTA VENGE/FONDATION RAFTO



Nasibova après l'attaque de son ONG en 2002

La journaliste et activiste des droits humains, Malahat Nasibova, lauréate du Prix Rafto 2009, montrant du doigt ses agresseurs après avoir été agressée en 2002. Les bureaux de son ONG ont été attaqués par un groupe de conservateurs qui accusent Nasibova d'introduire des valeurs occidentales au Nakhitchevan, pour essayer de changer les mentalités. CRÉDIT PHOTO : ILGAR NASIBOV/RADIO FREE EUROPE/RADIO LIBERTY

Libérez Suu Kyi – Libérez la Birmanie

La célébration de l'anniversaire d'Aung San Suu Kyi, le 19 juin 2009, a entraîné un appel fort à la Norvège et à la communauté internationale. Une action internationale commune est nécessaire afin d'assurer la libération d'Aung San Suu Kyi, les prisonniers politiques et tous les Birmans des abus systématiques de la junte militaire.

La célébration de l'anniversaire de Suu Kyi a eu une signification particulière en 2009. Elle est passée de l'assignation à résidence à l'emprisonnement dans la fameuse prison de Insein, en périphérie de Rangoon. En août 2009, Aung San Suu Kyi a été condamnée à 18 mois supplémentaires d'arrêts domiciliaires après que l'Américain John Yettaw se soit introduit dans le domicile de Suu Kyi après avoir traversé une rivière à la nage. La Birmanie se prépare aux élections en 2010 et avec ceci, de plus en plus de militants pour la démocratie sont emprisonnés.

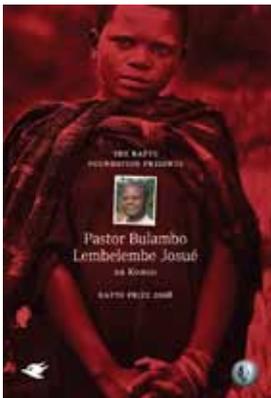
Le Prix DVD Rafto 2008

Un des projets de suivi lié à la remise du Prix Rafto 2008 au Pasteur Bulambo Lembelembe Josué de la République Démocratique du Congo a été la production d'un DVD, réalisé par la Fondation Rafto et la société de communication Frø film & media



Appel birman

Libérez Aung San Suu Kyi, libérez la Birmanie et libérez les prisonniers politiques. Voilà le message clair adressé par la manifestation du 19 juin, jour de l'anniversaire de Suu Kyi, à Bergen, en Norvège. CRÉDIT PHOTO : KARI AMBLE/FONDATION RAFTO



Couverture du DVD du Prix Rafto 2008

Dans ce DVD, le Pasteur Bulambo décrit son travail et la situation en RD Congo. Son message est clair : « Nous ne pouvons pas continuer à accepter que nos filles, nos sœurs et nos femmes soient violées. Les femmes devraient pouvoir être en sécurité. C'est notre responsabilité de rendre la vie sûre. » Photo de l'enfant soldat : Kristian Jacobsen/Stavanger Aftenblad. COUVERTURE : SNEDIG.NO



CONTACT: Bjorn Engesland, Secrétaire général du Comité Helsinki de Norvège
nhc@nhc.no

www.humanrightshouse.org/Oslo



Chungdak Koren et Nora Sveaass à la réception du 20e anniversaire et de l'inauguration officielle de la nouvelle Human Rights House d'Oslo.

Fondée en 1989, la Human Rights House d'Oslo a célébré son 20e anniversaire en 2009. Dans de nouveaux locaux, elle accueille actuellement sept organisations et une huitième à une adresse différente.

OSLO – HUMAN RIGHTS HOUSE D'OSLO

Points forts de 2009

Après le déménagement dans de nouveaux locaux en mai, toutes les organisations de la Maison ont participé à la rencontre annuelle du HRHN à Oslo début juin, programmée pour coïncider avec le Forum mondial pour la liberté d'expression, un événement à forte visibilité qui a accueilli un grand nombre de participantes et participants.

Treize organisations membres du Forum norvégien des ONG pour les droits humains, dont quatre font partie de la Human Rights House d'Oslo, ont contribué à un rapport collectif pour le mécanisme d'Examen périodique universel des Nations Unies, en anticipation de l'examen de la Norvège. Des membres du personnel de certaines organisations participantes ont présenté différents aspects du rapport lors de l'Examen à Genève au mois de décembre. Le Forum des ONG a également soumis sa liste annuelle de problèmes particulièrement urgents, accompagnée de recommandations sur la façon dont la Norvège peut les soulever et ce qu'elle devrait exiger.

La HRH d'Oslo a célébré son 20e anniversaire et a officiellement inauguré ses nouveaux locaux au mois de décembre.

Activités collectives des organisations

- Pour les élections parlementaires de septembre, le Helsinki Committee de Norvège a organisé une observation professionnelle, conduite par des observateurs de Transcaucasie et d'Asie centrale, ainsi que de Russie,

de Biélorussie et d'Ukraine. De nombreux observateurs provenaient d'organisations du HRHN.

- En octobre, de nombreuses organisations de la Maison ont signé l'appel du Tibet Committee norvégien demandant à Ban Ki-moon d'aborder la question du climat avec la Chine, puisque les droits fondamentaux des Tibétains sont violés en conséquence directe de la pollution de la Chine.
- Le même mois, le Health and Human Rights Info Reference Group (HHRI) et Fighting Hunger with Human Rights (FIAN) étaient parmi les organisateurs de la campagne internationale Octobre bleu, pour attirer l'attention sur le droit d'accès à de l'eau propre et à des installations sanitaires décentes. De même, la plupart des lettres de préoccupation distribuées au sein du HRHN pour le compte d'organisations du réseau ont été appuyées par une ou plusieurs organisations de la HRH d'Oslo.

Perspectives pour 2010

Début février, la HRH d'Oslo accueillera le deuxième Festival du film Human Rights Human Wrongs, en collaboration avec l'Oslo Documentary Cinema. Avec environ 40 films de qualité du monde entier, le festival rassemblera des défenseurs des droits humains, des cinéastes, des chercheurs, des journalistes, etc., pour plusieurs événements associés.



Le Burma Committee norvégien et la Burma Nationalities Association de Norvège manifestent devant Storting contre les procédures d'emprisonnement et de procès en Birmanie. CRÉDIT PHOTO : SVEIN ELVSBORG



Campagne internationale Octobre bleu à Oslo. CRÉDIT PHOTO : FIAN



Membres de la délégation d'observation des élections parlementaires en Norvège. CRÉDIT PHOTO : NHC

SITUATION POUR LES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS

En Norvège, les défenseurs des droits humains vivent et travaillent en relative sécurité. Cependant, le harcèlement, des menaces voire même des attaques, surtout contre des défenseurs de minorités ou de groupes marginalisés, ont lieu. Alors que certaines organisations travaillent sur des problèmes nationaux ayant trait à l'immigration, aux droits des minorités, au racisme, aux droits des femmes et des enfants ou aux droits de croyance, culturels, à la santé et à la sécurité sociale, d'autres concentrent leurs efforts sur d'autres régions du monde.



COORDINATRICE : Danuta Przywara, Présidente de la Helsinki Foundation for Human Rights
CONTACT : Barbara Grabowska,
barbaragrabowska@hfhropol.waw.pl
www.humanrightshouse.org/Poland



Journée internationale contre la Peine de Mort.

Située à Varsovie, la Maison de la Helsinki Foundation for Human Rights a été fondée en 1993. Cinq organisations de défense des droits humains sont situées dans le même immeuble.

POLOGNE – LA MAISON DE LA FONDATION HELSINKI POUR LES DROITS DE L'HOMME

Actualités 2009

Les activités de la plupart des organisations de défense des droits humains en Pologne sont basées sur le statut d'intérêt général et de bénévolat. Après quelques formalités, les organisations peuvent faire des demandes de subventions publiques provenant des impôts sur le revenu. À l'heure actuelle, le Parlement travaille sur un projet d'amendement de ce statut. Il propose d'annuler « la lutte contre la discrimination » de la liste des activités considérées « d'intérêt général ».

En parallèle, le Ministère de l'intérieur et de l'administration est en train de préparer une proposition de nouveau statut en application de la directive 2003/98/EC du Parlement européen et du Conseil du 17 novembre 2003 sur la réutilisation des informations du secteur public. Le projet ministériel propose que l'accès à certaines « informations du secteur public » (ISP) soit éligible. Puisque la majorité des organisations du secteur associatif dépendent des informations publiques, ce projet de proposition peut être un sérieux danger pour leur travail. Alors que le travail se poursuit sur la dite proposition, des problèmes émergent quant à l'accès au processus législatif et à la consultation sociale. La plupart des ONG (y compris la Helsinki Foundation for Human Rights) n'ont pas été informées ni invitées à présenter leur opinion.

Cette année a été marquée par le décès de deux importants défenseurs des droits humains, l'avocat Zbigniew Holda et Marek Edelman, un politicien, activiste social et cardiologue juif-polonais.

Activités de la HRH en 2009

En 2009, la Helsinki Foundation for Human Rights a organisé une série de séminaires et de conférences:

- Cours magistral Marek Nowicki (4 novembre 2009) : l'intervenant principal était Asma Jahangir, Rapporteuse spéciale sur la liberté de religion ou de conviction ;
- Une série de conférences dans le cadre de l'Observatoire sur la liberté de la presse en Pologne ;
- La conférence sur les droits des transsexuels – « Solutions modèles, situation en Pologne, besoin de changement » ;
- Le 25 juin 2009, une importante conférence, « Importance de la Convention européenne des droits de l'homme pour les tribunaux et les avocats en Pologne », a été organisée par la Helsinki Foundation for Human Rights, le Bureau d'information du Conseil de l'Europe (situé à Varsovie) et la Chambre nationale des notaires ;
- 2 séminaires ont été organisés par la Clinic of the Property, qui est basée dans la Helsinki Foundation for Human Rights.
- CourtWatch – l'Observatoire des tribunaux : le 24 mars 2009, la Helsinki Foundation for Human Rights a publié un rapport sur la surveillance des divisions commerciales des tribunaux polonais. La surveillance a été mise en place en coopération avec le cabinet d'avocats DLA Piper.
- 9e Festival International du Film WATCH DOCS, à Varsovie, du 4 au 13 décembre 2009. Cette année, la Helsinki Foundation for Human Rights a remis le prix Marek Nowicki à Viktor Dashuk (Biélorussie).

En 2009, la Helsinki Foundation for Human Rights est devenue membre de la Fundamental Rights Platform (FRP) de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne.



8. Adam Bodnar au 20e anniversaire de la Helsinki Foundation for Human Rights



Séminaire « La vie privée des célébrités », dans le cadre du programme Observatoire de la liberté de la presse en Pologne. Invitée d'honneur : la fameuse actrice polonaise Joanna Brodzik.



Asma Jahangir, Rapporteuse spéciale sur la liberté de religion ou de conviction, cours magistral à la rencontre annuelle Marke Nowicki



Séminaire « L'importance de la Convention européenne des Droits de l'Homme pour les tribunaux et les avocats en Pologne », 25 juin 2009.

SITUATION DES DROITS HUMAINS EN POLOGNE

Les problèmes de droits humains les plus urgents en Pologne concernent le droit des prisonniers et le système judiciaire. La détention préventive est largement utilisée et les prisons polonaises sont surpeuplées. De plus, le droit à un procès équitable est toujours menacé, ce qui est l'un des problèmes de l'« organisation de la justice en Pologne ». En août, le Parlement a modifié la mise en application du Code pénal et le 29 octobre 2009, le Président a signé le statut. En application d'une loi votée le 17 juin 2004, assurant le droit à un procès dans un délai raisonnable, les tribunaux polonais doivent à présent payer une amende si la procédure ou le temps d'attente pour une procédure sont trop longs. En octobre, l'un des sujets de préoccupation publique les plus importants était la mise sur écoute par les forces spéciales.

La Helsinki Foundation a intenté un procès au Bureau central anti-corruption et à l'Agence de sécurité interne, dans le but de contester le contrôle opérationnel et l'accès du public aux informations concernant la mise sur écoute par ces institutions.

Activités communes d'organisations

- Le séminaire Successful Strategies for Creative Internet Activities a eu lieu le 26 octobre 2009 à l'Agora (société de media polonaise). L'intervenant externe était Anna Nelson, professeur à l'Université Columbia.
- La journée européenne contre la peine de mort, le 10 octobre 2009 : l'évènement a été organisé principalement par l'Association Polis et par Halina Bortnowska, membre du Conseil de fondation de la Helsinki Foundation.
- Le 24 septembre 2009, la Helsinki Foundation for Human Rights a accueilli une rencontre avec Antoni Słodkowski, qui a donné un cours intitulé « Birmanie :

les prisonniers politiques et les camps de travail ». La rencontre a été organisée par Viridarium.

- Le 6 juillet 2009, le Groupe Viridarium a organisé une soirée commémorative pour marquer deux anniversaires: l'exécution de Juifs dans le village de Jedwabne, en Pologne (1942) et l'exécution de réfugiés Moslem a Srebrenica, en ex-Yougoslavie (1995).

20e anniversaire de la Helsinki Foundation for Human Rights

La cérémonie principale a eu lieu le 11 décembre 2009 au Centre d'Art Contemporain du Château Ujazdowski. Notre invitée d'honneur était Ludmila Alekseeva, directrice du Groupe Helsinki de Moscou (récompensée cette année par le Prix Sacharov). Parmi les invités figuraient également des anciens élèves de l'École des droits de l'homme (organisée par la FHDH), des juges de la Cours constitutionnelle et le Ministre de la justice.



COORDINATEUR: Liubov Vinogradova, Directrice de l'Independent Psychiatric Association of Russia
CONTACT: Olga Komaritskaya
hrightscenter@gmail.com
www.humanrightshouse.org/Russia

Situé à Moscou, le Russian Research Center for Human Rights (CRDH) accueille 10 organisations indépendantes de défense des droits humains. Le Centre a été fondé en 1992 par plusieurs défenseurs reconnus des droits humains qui se sont battus pour la liberté en Union soviétique depuis les années 60.

RUSSIE – RUSSIAN RESEARCH CENTER FOR HUMAN RIGHTS

Activités en 2009

Dans le cadre d'un Congrès des associations psychiatriques d'Europe de l'Est et des Balkans, Independent Psychiatric Association de Russie a organisé une rencontre à l'occasion de son 20e anniversaire et une table ronde de discussion sur les droits des citoyens qui sont actuellement exclus du cadre légal existant.

Le Groupe Helsinki de Moscou a organisé une conférence importante, intitulée « Formation du système de contrôle public en Russie » dans le cadre du projet « Prévention de la torture à travers le conseil juridique, l'éducation et la protection ». Les déléguées et délégués de la conférence ont publié une résolution contenant des suggestions à l'attention du gouvernement russe quant à l'amélioration du système de contrôle public en Russie.

En coopération avec l'Ombudsman Fédéral, l'ONG internationale Psychiatric Centre for Human Rights, la Société russe des psychiatres et **l'Independent Psychiatric Association de Russie** ont organisé une série de tables rondes de discussion sur le sujet « Droits humains et incapacité légale », consacrées aux problèmes des droits des personnes exclues et le développement d'une réforme en matière de législation.

En mars, **le Groupe Helsinki de Moscou** a organisé un séminaire intitulé « Droits humains : cours de base », dans le cadre du projet « Renforcement des compétences des institutions de médiation fédérale en Russie et des commissions pour les droits humains », conçu pour des spécialistes de l'administration de médiation fédérale.

En 2009, **la Mother's Right Foundation** a participé à la compétition nationale des Rapports annuels des ONG lancée par la Commission du Conseil public pour le développement de la philanthropie, du caritatif et du volontariat de

la Fédération de Russie, en coopération avec le Forum des bailleurs de fonds, le Centre pour le développement des ONG et l'Agence de l'information sociale

En mai, **l'Union of Soldiers' Mothers Committees**, en coopération avec la Conférence des ONG du Conseil de l'Europe, ont organisé une conférence sur l'égalité des sexes, axée sur les situations d'après conflits et les problèmes de coopération internationale dans le domaine de l'égalité des sexes et de la promotion des droits humains. En juillet 2009, les organisations ont organisé une série de tables rondes de discussion sur les « Intérêts des soldats du front entre la Russie et la Géorgie », en coopération avec l'Ombudsman fédéral.

Le Moscow Center for Prison Reform a organisé une série de formations sur la médiation dans la colonie pénitentiaire de femmes d'Orel. Des représentants du centre ont également visité la France pour un échange d'expériences en préparation de la réalisation du projet « Développement des éléments de la justice des mineurs dans trois régions de Russie », qui durera deux ans.

Dosh a visité des prisons dans le but de surveiller la situation des prisonniers de Transcaucasie, y compris ceux dont les accusations ont été fabriquées.

Examen de la Russie par le Comité des droits de l'homme de l'ONU

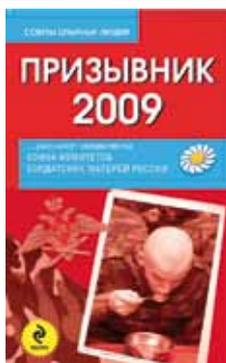
Le Russian Research Center for Human Rights a remis un rapport de « Réponses à la liste de questions » au Comité des droits de l'homme, qui a examiné la Russie à sa 97e session à Genève. Dans le document, le CRDH a souligné certains des problèmes de droits humains les plus graves dans le pays. Il s'est concentré principalement sur les droits



« City » peinte par des jeunes participantes et participants au séminaire sur la médiation organisé par MCPR. CRÉDIT PHOTO : MCPR



Couverture du magazine indépendant tchétchène DOSH, publié par Right to Live and Have Civil Dignity.



Manuel annuel pour les conscrits et leurs parents publié par USMC en 2009. Moscou, 2009.

CRÉDIT PHOTO : USMC



Séminaires sur la Médiation dans l'une des colonies de jeunes. CRÉDIT PHOTO : MCPR

SITUATION POUR LES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS

La situation des défenseurs des droits humains en Russie est caractérisée par le manque de respect flagrant de la part des autorités pour les droits humains et les valeurs démocratiques. L'année 2009 a été marquée par un grave manque de contrôle public sur les élections, dont les résultats ont été clairement falsifiés. 2009 a également vu la suppression brutale de dissidences ; l'impunité de ceux qui ont commis des crimes contre des défenseurs des droits humains ; la tentative d'exercer un contrôle contre les bloggeurs ; des attaques racistes ; des violations du droit d'assemblée ; une répression continue en Transcaucasie et la suppression des manifestations. Des activistes de l'opposition, des journalistes, des défenseurs des droits humains et des avocats ont souvent été menacés et agressés. La communauté des droits humains a été choquée par l'assassinat de l'avocat des droits humains **Stanislav Markelov** et de la journaliste **Anastasya Baburova**, en janvier, et par le meurtre de **Zarema Zadulaeva** et de son mari, en août, en Tchétchénie. Malgré la reprise du procès, personne n'a encore été reconnu coupable de l'assassinat d'**Anna Politkovskaya**.

des soldats, des personnes sous tutelle et les droits de certaines minorités.

Lyudmila Alpern, responsable du Programme de Visite des Prisons du Russian Research Center for Human Rights (CRDH), a assisté à l'examen, qui a eu lieu à Genève au mois d'octobre. Dans sa présentation aux membres du Comité, elle a mentionné des problèmes spécifiques concernant l'abolition de la peine de mort, le contrôle public des centres de détention ainsi que la réforme pénitentiaire en Russie.

Transcaucasie

La situation des droits humains en Russie a peu évolué en 2009. La Transcaucasie reste un territoire caractérisé par de graves violations des droits humains, bien que les opérations de contre-terrorisme en Tchétchénie aient formellement pris fin. Il y a eu des signalements constants de torture et de mauvais traitements, de disparitions forcées, d'arrestations arbitraires, d'exécutions extrajudiciaires et de détentions secrètes en Tchétchénie et dans d'autres zones de Transcaucasie, commis par l'armée, par les services secrets et d'autres agents du gouvernement. Les auteurs de ces violations semblent profiter d'une impunité totale en raison du manque systématique d'enquêtes et de poursuites efficaces.

Avancées positives

Parmi les changements positifs que l'on peut noter figurent le renouvellement du Conseil présidentiel sur le développement des instituts de la société civile et des droits humains (auquel participent des membres du CRDH) et le renouvellement de la Chambre publique. La mise en place d'un Bureau d'un Ombudsman pour les enfants en septembre 2009 est également un événement important et significatif dans le domaine de la protection des droits humains.

Perspectives pour 2010

En 2010, le CRDH lancera un projet collectif intitulé « Prévention de la torture et des traitements violents : l'humiliation de la dignité humaine dans les centres de détention en Russie ». L'objectif du projet est de développer et de tester un système d'outils conçus pour empêcher la torture dans les établissements pénitentiaires de Russie, un problème qui s'aggrave avec l'apparition de nouvelles occasions de contrôle des individus et de violations de leurs droits dans le climat actuel en Russie. Le projet se concentrera sur la prévention de la torture et la formation du personnel, grâce à la collaboration de plusieurs organisations.



COORDINATEUR: Rohan Asoka Jayasekera, Directeur général ad interim de Index on Censorship
 CONTACT: Natasha Schmidt,
 natasha@indexoncensorship.org
www.humanrightshouse.org/UK



Le poète et militant birman Zargana, condamné à 35 ans de prison pour ses critiques du gouvernement. ARTICLE 19, English PEN et Index on Censorship ont mené des campagnes actives pour la Birmanie en 2009.

En 2009, Index on Censorship, English PEN et Article 19 se sont intégrés au Centre Free Word, un centre international pour la littérature, l'alphabétisation et l'expression libre. Les trois organisations ont joué un rôle important et formateur dans le développement du centre.

ROYAUME UNI – OPEN WORD HOUSE

Le Centre a été officiellement inauguré en septembre par un festival de trois semaines organisé par les résidents avec des lectures, des présentations de livres, des discussions et des débats à thèmes. La mission de Free Word est l'innovation et la collaboration ; le dépassement des limites ; la promotion, la protection et la démocratisation du pouvoir des mots, à l'écrit comme à l'oral, pour la créativité et l'expression libre. Le Centre sera une ressource nationale, avec une longue liste d'associés et de partenaires à travers le Royaume-Uni et le monde.

Activités collectives

Article 19 et Index on Censorship ont travaillé en étroite collaboration sur plusieurs campagnes et initiatives en 2009. Les deux organisations ont rapidement réagi à l'actualité touchant la communauté de l'expression libre, en prenant part à des déclarations et communiqués de presse collectifs, notamment sur la Birmanie et le Sri Lanka. Fin septembre, les deux organisations ont fait partie d'une délégation d'organisations internationales en mission en Biélorussie.

Cette année, English PEN et Index on Censorship ont mené une enquête d'un an sur les lois de diffamation en Angleterre et leur impact négatif sur la liberté d'expression. Leur rapport, publié en novembre 2009, fournit des recommandations sur la manière dont la loi doit changer et illustre la manière dont le cadre légal est devenu de plus en plus déséquilibré.

ARTICLE 19

En 2009, l'organisation a notamment réalisé des activités pour :

- mettre en place de normes internationales pour la liberté d'expression et l'égalité ;

- mettre fin aux violences contre les journalistes au Mexique ;
 - faire campagne pour l'accès à l'information sur le changement climatique au Bangladesh ;
 - fournir des conseils sur la réforme des médias au Soudan.
- Article 19 a également fourni des rapports au Conseil des droits de l'homme de l'ONU sur l'Égypte, l'Iran, le Kenya, le Mexique, le Nicaragua, la Russie et le Soudan.



The Camden Principles, publiés par Article 19 en Avril 2009. Cet ouvrage, préparé en consultation avec des représentants des Nations Unies et de la société civile, ainsi que des spécialistes universitaires, a été publié dans le but de promouvoir un consensus mondial sur la relation entre le respect de la liberté d'expression et la promotion de l'égalité.

Index on Censorship

L'organisation a renforcé sa capacité institutionnelle en monitoring, en analyse, en publication et en plaidoyer direct. Entre autres activités, nous avons :

- amélioré notre site Internet, qui fournit des actualités quotidiennes ;
- publié des articles originaux et stimulants dans notre revue, y compris des numéros sur l'anniversaire de la chute du mur de Berlin, sur la loi contre la diffamation et l'obscurité ;
- travaillé avec des journalistes locaux pour assurer la liberté de la presse en Iraq ;



Le poète et dramaturge Tony Harrison remporte le premier Prix PEN Pinter.

CRÉDIT PHOTO : JAMES DARLING



La journaliste mexicaine Lydia Cacho intervient au English PEN Café lors du Salon du livre de Londres, Avril 2009



Sri Lanka – Lal Wickrematunge reçoit le Guardian Journalism Award pour le compte du journal Sri lankais, Sunday Leader, lors de la remise des prix Freedom of Expression Awards organisée par Index on Censorship.

SITUATION POUR LES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS EN GRANDE BRETAGNE

Celles et ceux qui s'engagent en faveur de la protection et la promotion des droits humains en Grande Bretagne peuvent travailler relativement sans danger et sans menace. L'environnement de travail est dans l'ensemble coopératif et productif. Mais les conditions ne sont pas parfaites et en 2009, certaines difficultés pour ceux qui travaillent pour la protection de la liberté d'expression et l'accès à l'information ont émergé. Une requête déposée sous le « Freedom of Information Act » (FOIA) a mené à la publication des dépenses des membres du Parlement, exposant le manque de transparence qui a caractérisé le monde politique britannique depuis des décennies. En 2009 également, une campagne pour la réforme de la loi contre la diffamation a démontré que les tribunaux anglais menacent de plus en plus la liberté d'expression en Angleterre et en Pays de Galles, mais également dans d'autres pays. Le cas de Suzanne Breen, une journaliste d'Irlande du Nord qui a refusé de fournir des informations obtenues de ses sources pour un article, a démontré à quel point il est important d'assurer aux journalistes la possibilité de travailler sans entrave.

- commandé une pièce de théâtre documentaire dans le cadre de notre soutien à la liberté des artistes de Birmanie.

English PEN

English PEN a continué son travail de promotion de la littérature et de la liberté d'expression dans le monde entier à travers une série de campagnes au Royaume uni, ainsi que le programme « Writers in Translation » et le Comité des Auteurs en Prison. En 2009, English PEN a :

- rendu hommage au poète britannique Tony Harrison et au poète birman Maung Thura (Zargana), en leur remettant le Prix d'inauguration PEN/Pinter ;
- réalisé avec succès une campagne parlementaire sur la diffamation séditeuse et les mémoires des criminels ;
- aidé à mettre en place le projet 64forSuu.org ;
- lancé une campagne pour l'expression libre à Cuba.

Perspectives pour 2010

En 2010, Article 19 se concentrera sur l'accès à l'information sur l'environnement en Chine, la liberté d'expression pour

les bloggeurs en Iran, la violence contre les journalistes en Amérique centrale. English PEN marquera le 50e anniversaire du Comité des Auteurs en Prison avec une longue série d'évènements et de campagnes. Index on Censorship accueillera son 100e Prix annuel de la liberté d'expression et prépare une série de débats et d'ateliers en Grande-Bretagne sur la liberté d'expression.

Les trois organisations continueront leurs partenariats favorisés par leur emménagement au Centre Free Word. La publication du rapport de l'Index on Censorship et de English PEN sur la diffamation, « La liberté d'expression n'est pas à vendre », marque le début d'une campagne contre la diffamation, qui prendra de la force au cours de 2010. Article 19 et Index on Censorship continueront leur travail commun de plaider auprès des gouvernements et la mise en lumière de cas de censure à l'attention de l'Union européenne, du Conseil de l'Europe et d'autres organes internationaux concernés.



Membres d'ONG de défense et de promotion des droits humains de Kenya discutant leur rapport commun pour l'UPR

AUTRES ENGAGEMENTS

Suite aux appels d'organisations locales de défense des droits humains, le HRHN s'est engagé dans plusieurs initiatives en 2009 :

AFRIQUE DE L'EST ET CORNE DE L'AFRIQUE : ÉTHIOPIE

Une coalition de quatre organisations éthiopiennes indépendantes de défense des droits humains a développé un rapport commun pour l'évaluation du pays par le mécanisme d'Examen périodique universel de l'ONU, à sa 6e session en décembre. La HRHF a fourni une aide rédactionnelle et a levé des fonds pour permettre à deux délégués de se rendre à Genève pour défendre les préoccupations avancées dans le rapport.

ÉRYTHRÉE

Grâce aux contributions des diasporas érythréennes en Australie, en Europe, en Amérique du Nord et dans les pays voisins de la Corne de l'Afrique, un rapport ONG a été soumis pour l'Examen périodique universel de l'Érythrée en novembre. La HRHF a fourni une aide rédactionnelle et a levé des fonds pour permettre la présence de quatre délégués à Genève, afin de défendre les éléments du rapport.



KENYA

Pour la première fois depuis la fin de la dictature du Président Daniel arap Moi, des défenseurs des droits humains ont à nouveau été tués au Kenya en 2009. La liberté d'expression et les droits économiques, sociaux et culturels ont également été menacés. Sur fonds d'une situation des droits humains en rapide déclin, les initiatives visant à établir une Human Rights House à Kisumu (pour le Kenya occidental), à Nairobi (pour la Province centrale) et à Mombasa (pour les provinces côtières) ont pris de la vitesse. La communauté indépendante des droits humains s'est fédérée pour l'Examen périodique universel et a produit un rapport commun de poids. L'examen aura lieu en mai 2010.

OUGANDA

La situation des droits humains en Ouganda reste globalement inchangée en 2009. Malgré le retour chez elles de nombreuses personnes déplacées en Ouganda du Nord, la situation reste tendue, avec une recrudescence de l'activité de la Lord's Resistance Army. Les réfugiés en Ouganda souffrent également de graves violations de leurs droits. Des menaces directes et des attaques contre des journalistes et autres représentants des médias, ainsi que des changements des structures de propriété, de l'allocation des licences et le cadre légal favorisant ces changements, ont continué. Les minorités sexuelles et les défenseurs des droits humains vivent et travaillent dans la peur. À l'initiative d'HURINET, le mouvement des droits humains soumettra un rapport commun pour l'Examen périodique universel de l'Ouganda. La HRHF a déjà contribué à ce processus.

BALKANS DE L'OUEST : RÉPUBLIQUE DE MACÉDOINE

Le processus pour la mise en place d'une Human Rights House à Skopje a été initié par cinq organisations en 2006, dans l'optique d'offrir des services aux activistes et aux organisations de défense des droits humains et pour renforcer les droits humains en Macédoine et à l'étranger. L'adhésion de la HRH de Skopje dans le HRHN est encore en suspens.

En 2009, l'organisation de défense des droits humains Polio Plus a soumis un rapport commun de la part de la coalition « Macédoine sans Discrimination » pour l'EPU. La proposition collective pour l'EPU s'attache aux obligations internationales, au cadre constitutionnel et législatif et à la promotion et protection des obligations des droits humains sur le terrain. Elle présente des listes de recommandations pour affronter ces problèmes. Dans le rapport, le Macedonian Women Rights Centre (MWRC) se concentre sur le problème de la violence domestique, sur les droits sexuels et reproductifs et sur les droits des femmes.

Le groupe de travail sur l'EPU a adopté le projet de rapport sur la Macédoine le 15 mai 2009. La délégation de l'état a considéré toutes les 42 recommandations pour le pays, en déclarant que de nombreuses recommandations seraient adoptées, alors que d'autres étaient déjà en cours d'exécution.



Campagne mondiale sur l'éducation, Activité: Marche pour l'éducation. CRÉDIT PHOTO : MEGJASHI



École des droits humains 02, Ohrid. CRÉDIT PHOTO : HELSINKI COMMITTEE FOR HUMAN RIGHTS DE MACÉDOINE



Grigory Shvedov, du Caucasian Knot, rencontre les épouses de prisonniers politiques qui manifestent devant le bureau du Procureur à Yerevan, Arménie.

EUROPE DE L'EST ET CAUCASE : ARMÉNIE

L'Association Helsinki d'Arménie (AHA) travaille en étroite collaboration avec la HRHF par l'intermédiaire du South Caucasus Network of Human Rights Defenders. En tant que coordinateur national, l'Association Helsinki d'Arménie a accueilli des représentants de la HRHF, de Caucasian Knot et du HRIDC de Géorgie en février et a organisé des réunions avec des ONG arméniennes intéressées à devenir membres du réseau. La délégation a également observé le procès des sept leaders d'opposition qui ont été arrêtés après le 1er mars 2008 et rencontré les épouses de prisonniers politiques, qui ont manifesté devant le bureau du procureur à Yerevan.

Les organisations arméniennes du Réseau de Transcaucasie se concentrent sur la monitoring de la torture et des mauvais traitements, les droits de l'enfant, le trafic, les droits des LGBT, la protection des journalistes et les droits des femmes. En octobre, Levon Barcegyan du Azpares Press Club, a participé à la Rencontre de mise en œuvre de l'OSCE à Varsovie et a exprimé ses inquiétudes sur la liberté d'assemblée et d'expression pour le compte des ONG arméniennes.

Situation pour les défenseurs des droits humains

- Le Réseau est particulièrement inquiet du fait qu'aucun fonctionnaire n'ait été poursuivi dans le cadre de la répression de la manifestation publique de masse de mars 2008 : dix personnes ont été tuées et plus de cent partisans de l'opposition ont été arrêtés.
- En mai, le défenseur des droits humains Arshaluys Hakobyan a été arrêté par la police après avoir observé les élections municipales. Des accusations criminelles ont été avancées contre lui aux sens de l'article 316.1 du Code pénal d'Arménie (résistance à la police) par le Département d'enquête du district de Kentron. Après avoir été questionné par le département d'Enquête,

Akobyan a été mis en cellule de détention préventive. 23 membres du HRHN ont fait appel aux autorités arméniennes pour la libération de l'activiste. Depuis le 16 octobre, il a été mis aux arrêts domiciliaires. La justice a innocenté Hakobyan qui a été acquitté en février 2010.

- Le dossier de Mikael Danielyan, président de l'Association Helsinki d'Arménie, s'est clos le 21 mai 2009 par un non-lieu. Le 21 mai 2008, il avait été agressé par deux hommes. Plus tard, il avait été blessé dans une attaque au pistolet à gaz par le leader du parti Progressif au pouvoir. Les attaques étaient liées au travail de Danielyan pour la défense des droits des minorités sexuelles. La police a empêché des médecins d'apporter une aide médicale immédiate à Danielyan. Une enquête est en cours, mais Danielyan est déclaré témoin et non victime dans l'affaire.

UKRAINE

Au cours de la rencontre annuelle du HRHN en juin, les membres du réseau ont analysé les raisons et le besoin pour les ONG ukrainiennes d'avoir une HRH classique ou régionale. Des représentants de Russie et de Biélorussie, ainsi que le PACT d'Ukraine, ont pris part aux discussions. La HRHF a rencontré le directeur de l'Union Helsinki ukrainienne à Oslo en juin, à Kiev en septembre et à Varsovie en octobre pour discuter des perspectives futures.

Activités en 2009:

- En mars, la Directrice de la Human Rights House biélorusse a été invitée à Kiev pour faire partie du Jury du Festival du Film Documentaire pour les Droits humains ;
- Des formateurs et experts ukrainiens ont participé au programme « Bring International Standards Home II » ;
- En septembre, l'Union Helsinki d'Ukraine a accueilli la table ronde du Commissaire des droits de l'homme du Conseil de l'Europe à Kiev, à laquelle ont participé plusieurs membres du HRHN du Caucase, de Russie et de Biélorussie ;
- La HRHF a appuyé la participation de Vladimir Yavorsky à la rencontre de mise en œuvre de l'OSCE à Varsovie, où il a rencontré d'autres représentants du HRHN.

MISE EN RÉSEAU ET RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES - BAILLEURS	NOK	Euro
Ministère norvégien des affaires étrangères	2 890 500	321 167
Fondation Fritt Ord pour la liberté d'expression, Norvège	250 000	27 778
OSCE	97 350	10 817
Comité Helsinki des Pays Bas	66 592	7 399
The German Marshall Fund	20 746	2 305
The Nordic Council of Ministers	227 682	25 298
EU/HRIDC (Géorgie)	226 684	25 187
Sous-total bailleurs	3 779 554	419 950
MISE EN RÉSEAU ET RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES - PROJETS		
Mise en réseau et renforcement des compétences HRHN	1 450 000	161 111
Rencontre annuelle et conférence	389 000	43 222
Réunion du Conseil international consultatif du HRHN	130 000	14 444
'International Law in Advocacy'	743 870	82 652
South Caucasus Network of Human Rights Defenders	356 684	39 632
Personnes de contact du HRHN	710 000	78 889
Sous-total projets	3 779 554	419 950

LOBBYING ET PLAIDOYER - BAILLEURS	NOK	Euro
Ministère norvégien des affaires étrangères	3 801 435	422 382
Fondation Fritt Ord pour la liberté d'expression, Norvège	250 000	27 778
Loterie Suisse romande	169 581	18 842
Ville de Carouge, Suisse	11 215	1 246
État de Genève, Suisse	86 720	9 636
Sous-total bailleurs	4 318 951	479 883
LOBBYING ET PLAIDOYER - PROJETS		
Lobbying et plaidoyer HRHN	2 617 516	290 835
EPU Bosnie-Herzégovine	180 000	20 000
EPU Érythrée	100 000	11 111
Documentation et surveillance des droits humains en Fédération de Russie	1 421 435	157 937
Sous-total projets	4 318 951	479 883

RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL - BAILLEURS	NOK	Euro
Ministère norvégien des affaires étrangères	6 283 595	698 177
Fondation Fritt Ord pour la liberté d'expression, Norvège	250 000	27 778
Sous-total bailleurs	6 533 595	725 955
RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL - PROJETS		
Renforcement institutionnel HRHN	930 000	103 333
HRH biélorusse en exile	473 595	52 622
HRH de Bakou	600 000	66 667
HRH de Tbilissi 2009/2010	2 200 000	244 444
HRH de Zagreb	2 330 000	258 889
Sous-total projets	6 533 595	725 955

TOTAL COÛTS PROJETS	14 632 100	1 625 789
TOTAL RESSOURCES BAILLEURS	14 632 100	1 625 789

1 EURO = 9 NOK

* Les Human Rights Houses et les membres des organisations contribuent également aux programmes du HRHN en collectant des fonds localement. Ces fonds apparaissent dans les comptes de chaque Human Rights House et des organisations.

CONSEIL INTERNATIONAL CONSULTATIF

Le Conseil international consultatif est composé d'un membre de chaque région où le Human Rights House Network est actif. Le Conseil est responsable du développement stratégique du réseau.



Srdjan Dizdarevic
Président du Helsinki Committee de Bosnie-Herzégovine



Ndifuna Mohammed
Coordinateur national d'HURINET Ouganda



Liubov Vinogradova
Directrice de l'Independent Psychiatric Association of Russia



Rohan Jayasekera
Rédacteur adjoint de Index on Censorship, Londres, Royaume Uni



Lars A. Christensen
Président du Conseil de fondation norvégien de la HRHF, avocat à la Cour suprême et associé du cabinet Wikborg, Rein & Co

CONSEIL DE FONDATION NORVÉGIEN DE LA HUMAN RIGHTS HOUSE FOUNDATION

Le Conseil de fondation norvégien de la Human Rights House Foundation, qui est le secrétariat du Human Rights House Network, se rencontre tous les deux mois et supervise le travail du secrétariat.



Lars A. Christensen (Chairperson)
Avocat à la Cour suprême et associé du cabinet Wikborg, Rein & Co



Karin Dokken
Professeure associée de sciences politiques, Université d'Oslo



Elisabeth Eide
Professeure associée de journalisme, Oslo University College



Bernt Hagtvet
Professeur de sciences politiques, Université d'Oslo



Knut U. Kloster Jr.
Président de Navimar Holding

L'EQUIPE DE LA HUMAN RIGHTS HOUSE FOUNDATION

@humanrightshouse.org



Ane Tusvik Bonde
Responsable régionale, Europe de l'Est et Caucase
 ane.bonde



Daiva Petkevičiūtė
Responsable, Information et Réseau
 daiva



Florian Irminger
Responsable du bureau de Genève
 florian.irminger



Liudmila Ulyashyna
Responsable, « International Law in Advocacy »
 liudmila



Maria Dahle
Directrice exécutive
 maria.dahle



Niels Jacob Harbitz
Responsable régional, Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique
 niels.jacob



Nina Luhr
Responsable, Information et réseau (en congé en 2009)
 nina.luhr



Sigurd Kraft Gulbrandsen
Office Manager
 sigurd



Silvia Yoder
Assistante, « International Law in Advocacy » (à temps partiel à partir dès novembre 2009)
 silvia.yoder



Ralph Plumert
Assistant (à temps partiel jusqu'en mars 2009)

JOURNALISTES EN LIGNE :



Lejla Mazlic
(Balkans)



Barbara Grabowska
(Pologne)



Ragsana Mammadova
(Azerbaïdjan)



Vadzim Vileita
(Biélorussie, Europe occidentale)



Katsiaryna Klimko
(Biélorussie)

STAGIAIRES ET BÉNÉVOLES

Nous souhaitons remercier les personnes suivantes pour leur précieuse participation en 2009 :



Cindy Robles
(Norvège)



Helen Eie
(Norvège)



Ida Berg Slang
(Norvège)



Jihae Lee
(États-Unis)



Magda Chustecka
(Pologne)



Rachel Baumgartner
(Suisse)



Renee Lewis
(États-Unis)



Tamuna Bolkvadze
(Georgie)



Yanet Bahena
(États-Unis)



Solspek Gelogaev
(Tchéchénie)

DONATEURS ET BIENFAITEURS

La Human Rights House Foundation souhaite remercier les donateurs et partenaires suivants de leur soutien et leurs précieuses contributions au Human Rights House Network en 2009.

UN GRAND MERCI AUX BAILLEURS ET GÉNÉREUX DONATEURS DU HRHN :

- Ministère norvégien des affaires étrangères
- Fritt Ord, Norvège
- Centre transatlantique pour l'Europe Centrale et de l'Est du German Marshall Fund (GMF)
- Civic Belarus/Transition Promotion du Ministère tchèque des affaires étrangères
- Civil Rights Defenders, Suède
- État de Genève, Suisse
- Instrument européen pour la Démocratie et les Droits de l'Homme de la Commission européenne IEDDH
- International Renaissance Foundation, Ukraine
- Loterie suisse romande, Suisse
- Ministère des affaires étrangères de la République de Lituanie
- Mécanismes financiers de l'EEE et de la Norvège
- Nordic Council of Ministers
- Open Society Institute, Hongrie
- OSCE Bureau des Institutions Démocratique et des Droits de l'Homme (OSCE/BIDDH)/Commission européenne
- Programme européen d'éducation aux droits de l'homme pour les professionnels du droit, Conseil de l'Europe
- Raman Kisliak, avocat, Biélorussie
- Ville de Carouge, Suisse

UN REMERCIEMENT SPÉCIAL À NOS COLLÈGUES :

- Toutes les organisations du Human Rights House Network
- Bureau d'information du Conseil de l'Europe, Vilnius
- Caucasian Knot, Russie
- Centre norvégien pour les Droits de l'Homme
- Centre pour les droits civils et politiques (CCPR Centre), Genève
- Comité Helsinki des Pays-Bas



- Commission internationale de juristes, Genève
- Délégation auprès des ONG internationales, État de Genève
- Département du territoire, État de Genève
- East and Horn of African Human Rights Defenders Project, Kampala
- Étudiants de l'Université européenne des sciences humaines
- European Humanities University, Université biélorusse exilée en Lituanie
- Fédération des ligues internationales des droits de l'homme, Paris et Genève
- Forum norvégien des ONG pour les droits humains
- Human Rights Foundation, États-Unis
- Jan Helgesen, Institut National pour les Droits de l'Homme, Norvège
- Kjetil Tronvoll, Institut National pour les Droits de l'Homme, Norvège
- Mandat International, Genève
- Office des droits humains, Département des institutions, État de Genève
- Service International des Droits de l'Homme, Genève
- Syndicat national des Journalistes Somaliens, Somalie
- Observatoire pour la protection des défenseurs des droits humains (OMCT/FIDH)
- Open Society Initiative for East Africa
- Organisation norvégienne pour les demandeurs d'asile
- Oslo Center for Peace and Human Rights
- Oslo Dokumentarkino, Norvège
- PACT Ukraine
- Paul Opoku-Mensah, Université de Aalborg, Danemark
- People in Need, République tchèque
- Rights and Democracy, Genève



L'importance d'efforts internationaux communs pour éviter la torture

Les efforts internationaux pour éviter la torture et les mauvais traitements dans les centres de détention, dans les hôpitaux, dans les lieux d'internement secrets, dans les rues et à domicile, ont été renforcés au cours des dernières années. La mise en pratique et l'observation plus régulière du Protocole facultatif à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (OpCat) ont marqué une étape importante en direction de la prévention et d'un contrôle indépendant accru. En particulier, la mise en place des Mécanismes nationaux de prévention (MNP) dans les États ayant ratifiés l'OpCat signifie, nous l'espérons, que ces mécanismes vont devenir des instruments importants pour la prévention et la surveillance de la torture. Les MNP devront avoir pleinement et librement accès à tous les lieux où des personnes sont privées de leurs libertés, et en tant que tels, fournir un soutien moral, social et légal aux personnes risquant la torture. Ils aideront les individus et les organisations à exprimer des critiques, mettront en lumière les besoins de réforme et contribueront au processus de responsabilisation du système.

En tant que membre du Comité contre la torture des Nations Unies, forte de mon expérience de psychologue clinique ayant travaillé avec des victimes de la torture, et en tant que défenseuse des droits humains, prévenir la torture est pour moi l'activité la plus importante dans laquelle s'engager. La torture et les mauvais traitements ont des effets dévastateurs, non seulement sur celles et ceux qui en ont été victimes, mais également sur leurs familles et leurs communautés. Le devoir des États d'empêcher, d'enquêter et de punir celles et ceux qui commentent des actes de torture, ainsi que d'y remédier, doit être considéré comme une étape cruciale dans le processus d'observation de la Convention ; toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour atteindre ces objectifs.

Le rôle de la société civile et des nombreuses organisations de défense des droits humains à travers le monde est particulièrement important dans la prévention de la torture et pour le développement et le renforcement des mécanismes nationaux de prévention, au moment où ils sont mis fermement en place et qu'ils commencent à remplir leur importante fonction. Et en tant que membre du Comité contre la torture, je peux observer, d'un point de vue très proche et stratégique, l'importance unique des activités indépendantes

de contrôle et de surveillance, ainsi que le compte rendu et la documentation réalisés par les militants et les organisations de défense des droits humains. L'inclusion et la collaboration étroite avec les défenseurs des droits humains sont de la plus grande importance dans le processus de développement des Mécanismes nationaux de prévention.

On ne peut insister assez sur l'importance de la contribution d'organisations non gouvernementales nationales et internationales au travail de documentation et de surveillance des violations des droits humains, pour éviter que ces violations n'aient lieu. En même temps, on ne peut pas parler de la présence et de l'engagement des défenseurs des droits humains sans mentionner également les nombreux dangers auxquels ils font face. Dans la réalisation de leurs actions courageuses et en contribuant au système international de protection des droits humains, ces personnes ont elles-mêmes besoin d'être protégées et défendues.

Le travail pour les droits humains ne peut pas être fait par des individus isolés. Pour la surveillance des droits humains et la prévention de la torture, les acteurs doivent travailler en étroite collaboration ; des espaces de rencontre et des réseaux sont nécessaires, ainsi que des moyens d'inspirer, de former et de protéger celles et ceux qui sont actifs. C'est donc avec beaucoup de fierté et de conviction, que j'apporte mon soutien total aux activités organisées et initiées par le Human Rights House Network, un réseau qui, depuis de nombreuses années, a inspiré et soutenu un grand nombre d'individus et de groupes dédiés à la cause des droits humains, même au risque de leurs propres vies, sécurité et santé. L'existence d'un tel réseau, et les efforts pour assurer sa subsistance doivent être une priorité pour la communauté internationale et pour les États qui accueillent le réseau. Il s'agit de défendre les droits humains et de défendre les droits de celles et de ceux qui font ce travail, en prévenant, en documentant, en rapportant et en demandant la responsabilisation des auteurs de violations, d'abus et d'atrocités, aussi bien dans les communautés locales que dans les centres de pouvoir de ce monde.

Nora Sveaass

Professeur de psychologie, Université d'Oslo

Membre du Comité contre la torture des Nations unies

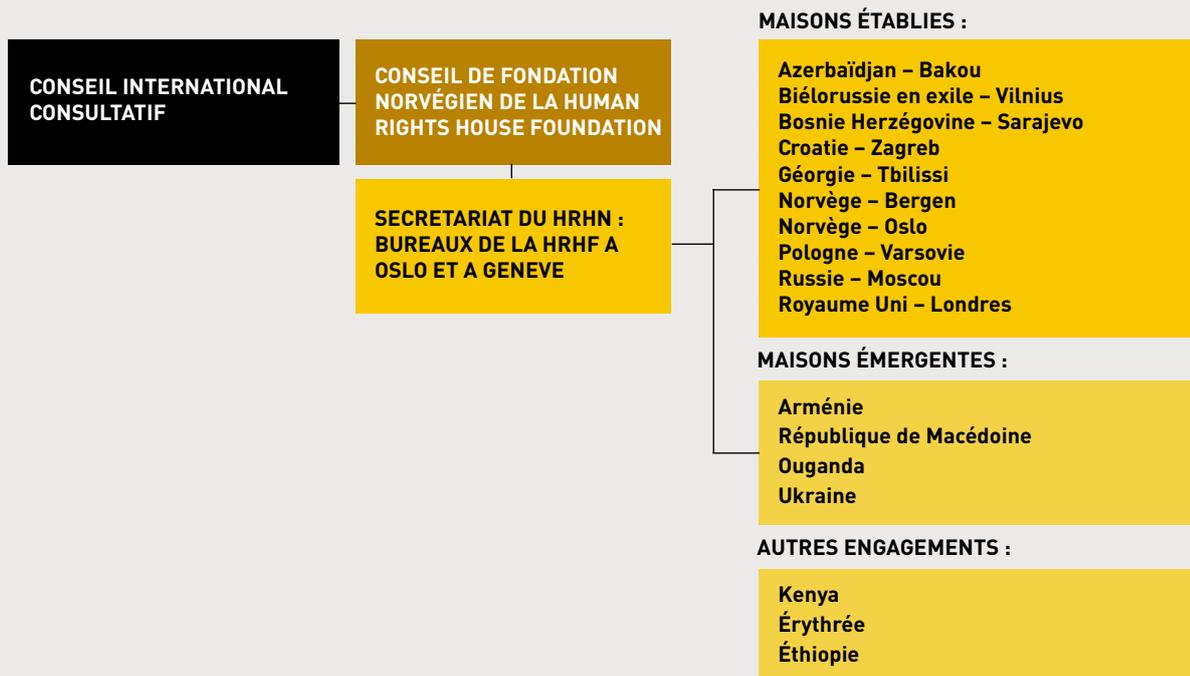


STRUCTURE DE L'ORGANISATION :

MAISONS ÉTABLIES :

Azerbaïdjan – Bakou [P. 14-15]	Biélorussie en exile – Vilnius [P. 16-17]	Bosnie Herzégovine – Sarajevo [P. 18-19]	Croatie – Zagreb [P. 20]	Géorgie – Tbilissi [P. 21]
<p>Partenaires: Association for Protection of Women's Rights (APWR)</p> <p>Azerbaijan Human Rights Centre (AHRC) www.aihmm.org</p> <p>Azerbaijan Lawyers Association www.aha.az/backup/index.html</p> <p>Institute for Reporters' Freedom and Safety (IRFS) www.irfs.az</p> <p>Legal Education Society Society for Humanitarian Research (SHR)</p> <p>Women's Association for Rational Development (WARD) www.ward.az</p>	<p>Partenaires : Belarusian Association of Journalists http://baj.by</p> <p>Belarusian Helsinki Committee http://belhelcom.org</p> <p>Belarusian Legal Portal http://prava-by.info</p> <p>Civic Belarus www.civicbelarus.eu</p> <p>European Humanities University www.ehu.lt</p> <p>Human Rights Centre Viasna www.spring96.org</p> <p>Scholars at Risk Network http://scholarsatrisk.nyu.edu</p> <p>United Centre of Initiatives for Belarus www.jubic.org</p>	<p>Association of Female Citizens "Renaissance" www.reniansa.com.ba</p> <p>Foundation CURE http://fondacijacure.org</p> <p>Helsinki Committee for Human Rights in Bosnia and Herzegovina www.bh-hchr.org</p> <p>Regional Coordinator for Youth Groups www.humanrightsschools.org</p> <p>Serb Civic Council Woman and Society Centre www.soros.org.ba/en/spinoff_zenski_centar.htm</p>	<p>Association for Promotion of Equal Opportunities for people with Disabilities</p> <p>Association for Protection and Promotion of Mental Health Svitanje www.udruga-svitanje.com</p> <p>B.a.B.e. Women's Human Rights Group www.babe.hr</p> <p>Centre for Peace Studies Zagreb www.cms.hr</p> <p>Civic Committee for Human Rights www.goljp.hr</p> <p>Documenta www.documenta.hr</p>	<p>The Human Rights Centre (HRIDC) www.humanrights.ge</p> <p>Article 42 of the Constitution www.article42.ge</p> <p>The Georgian Center for Psychosocial and Medical Rehabilitation of Torture Victims (GCRT) www.gcrt.ge/</p> <p>Union 'Saphari' - Family Without Violence</p> <p>The Caucasian Centre for Human Rights and Conflict Studies (CAUCASIA)</p>

HUMAN RIGHTS HOUSE NETWORK 2009



Norvège – Bergen [P. 22-23]	Norvège – Oslo [P. 24-25]	Pologne – Varsovie [P. 26-27]	Russie – Moscou [P. 28-29]	Royaume Uni – Londres [P. 30-31]
<p>AFS Norway www.afs.no</p> <p>Medecins Sans Frontieres www.leger-uten-grenser.no</p> <p>Rafto Foundation www.rafto.no</p> <p>Changemaker www.student.uib.no/change-maker (until September 2009)</p>	<p>FoodFirst Information and Action Network (FIAN) www.fian.org</p> <p>Human Rights House Foundation www.humanrightshouse.org</p> <p>International Society for Health and Human Rights www.hhri.org</p> <p>The Norwegian Burma Committee www.burma.no</p> <p>The Norwegian Helsinki Committee www.nhc.no</p> <p>The Norwegian Tibet Committee www.tibet.no</p> <p>Voice of Tibet www.vot.org</p>	<p>Association of the Young Journalists POLIS http://polis.youthpress.org</p> <p>Helsinki Committee in Poland</p> <p>Helsinki Foundation for Human Rights www.hfhrpol.waw.pl</p> <p>The Association Initiative 33</p> <p>Viridarium - Polish Students Group against anti-semitism and xenophobia</p>	<p>Human Rights Network Group www.hro.org</p> <p>Independent Psychiatric Association of Russia www.npar.ru</p> <p>Moscow Centre for Prison Reform www.prison.org/english</p> <p>Moscow Helsinki Group www.mhg.ru/english</p> <p>Mother's Rights Foundation www.mright.hro.org</p> <p>Regional Organisation Non-violence International</p> <p>Regional Organisation Right of the Child www.pravorebenka.narod.ru/eng</p> <p>Right to Live and have Civil Dignity</p> <p>Social Partnership Foundation www.openweb.ru/sociopart</p> <p>Union of the Committees of Soldiers' Mothers of Russia www.ucsmr.ru/english</p>	<p>Article 19 www.article19.org</p> <p>English Pen www.englishpen.org</p> <p>Index on Censorship www.indexoncensorship.org</p>

MAISONS ÉMERGENTES :

Arménie [P. 33]	République de Macédoine [P. 32]	Ouganda [P. 32]	Ukraine [P. 33]
<p>Coordinateur Armenian Helsinki Association www.hahr.am</p>	<p>Association for Democratic Initiatives www.adi.org.mk</p> <p>First Children Embassy in the World – Megjashi www.childrensembassy.org.mk</p> <p>Helsinki Committee for Human Rights in the Republic of Macedonia www.mhc.org.mk</p> <p>Macedonian Women's Rights Centre – Shelter Centre www.mwrc.com.mk</p> <p>Movement Against Disability - Polio Plus www.polioplus.org.mk</p>	<p>Human Rights Network Uganda www.hurinet.or.ug</p> <p>African Centre for Treatment and Rehabilitation of Torture Victims www.actvuganda.org</p> <p>Greenwatch www.greenwatch.or.ug</p> <p>Hope After Rape</p> <p>Women's International Cross Cultural Exchange www.isis.or.ug</p> <p>Legal Aid Project www.uls.or.ug</p> <p>Public Defender Association of Uganda www.pdefender.org</p> <p>Refugee Law Project www.refugeelawproject.org</p> <p>The Uganda Association of Women Lawyers www.fidauganda.or.ug</p> <p>Uganda Women's Network www.uwonet.or.ug</p>	<p>Partenaires : Ukrainian Helsinki Union www.helsinki.org.ua</p> <p>The Civic Organization MART</p>

2009

Éditeur: HRHF
Graphisme: Månelyst as
Imprimerie: TS-trykk

CONTACT INFO:

Human Rights House Foundation – Oslo

Kirkegata 5

0153 Oslo, Norvège

Tél.: +47 22 47 92 47

hrh@humanrightshouse.org

Human Rights House Foundation – Genève

Rue de Varembé 1, Case postale 35

1211 Genève 20, Suisse

Tél. : +41 22 33 22 553

geneva@humanrightshouse.org